

# Rouge

**Nouvelle-Calédonie:  
le colonialisme  
en accusation**

p12

M 1578 N° 1046 6F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale)

du 14 au 20 janv. 1983

**L**A gauche ? Elle part battue... A entendre Jospin, premier secrétaire du PS, à Europe 1, dimanche 9 janvier, si la gauche conserve toutes ses villes, « ce serait le triomphe »... Voilà le chef du PS, principal bénéficiaire de l'élan du 10 mai, avouer qu'il a dilapidé cet élan, qu'il l'a transformé en esprit gagne-petit, où il ne s'agit que de résister là où hier c'était le raz de marée.

A lire « l'Humanité », le seul souci des dirigeants du PCF c'est de sauvegarder ce qu'il reste de l'électorat communiste et d'éviter sa démobilisation. Pendant des mois, PS et PC ont eu le pouvoir, mais leur bilan n'est pas bien fameux, cela ils le savent et redoutent le verdict des municipales.

**L**A droite ? Elle part à l'assaut du pouvoir... Si la gauche n'a pas mobilisé depuis le 10 mai, la droite, elle, l'a fait. C'est que les Chirac et consorts veulent tourner la page ouverte le 10 mai.

Chirac, de son côté, Giscard, du sien, l'un et l'autre ensemble dans leurs agapes unitaires, ne rêvent qu'à une chose : revenir aux affaires. Pour eux, il ne s'agit pas seulement de prendre leur revanche, mais de préparer une défaite majeure des travailleurs, afin de pouvoir appliquer une politique qui soit directement celle que veulent les capitalistes : faire payer leur propre crise aux travailleurs !

**A**VEC les révolutionnaires, pour que ça change vraiment ! Beaucoup de travailleurs se demandent : « Comment barrer le chemin du retour de la droite, sans voter pour une austérité de "gauche" mise en pratique par le PC et le PS au gouvernement ? »

Lutte ouvrière, qui présentait Arlette Laguiller à l'élection présidentielle, la Ligue communiste révolutionnaire, dont le candidat était Alain Krivine, se présenteront à ces municipales sur une liste commune. Afin de dire ensemble que, pour que ça change vraiment et maintenant, il faut une politique qui rompe avec les intérêts des patrons, qui soit faite pour satisfaire les besoins du plus grand nombre : les travailleurs.

Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire offriront ainsi à celles et ceux qui seraient tentés de s'abstenir l'occasion de voter contre les patrons sans voter pour une gauche compromise dans la gestion des affaires des capitalistes. Elles montreront que leurs voix s'unissent à tous ceux qui luttent pied à pied contre une droite et un patronat chaque jour plus arrogants.

Il faut que le plus grand nombre de travailleuses et de travailleurs portent leurs voix sur les listes présentées par LO et la LCR.

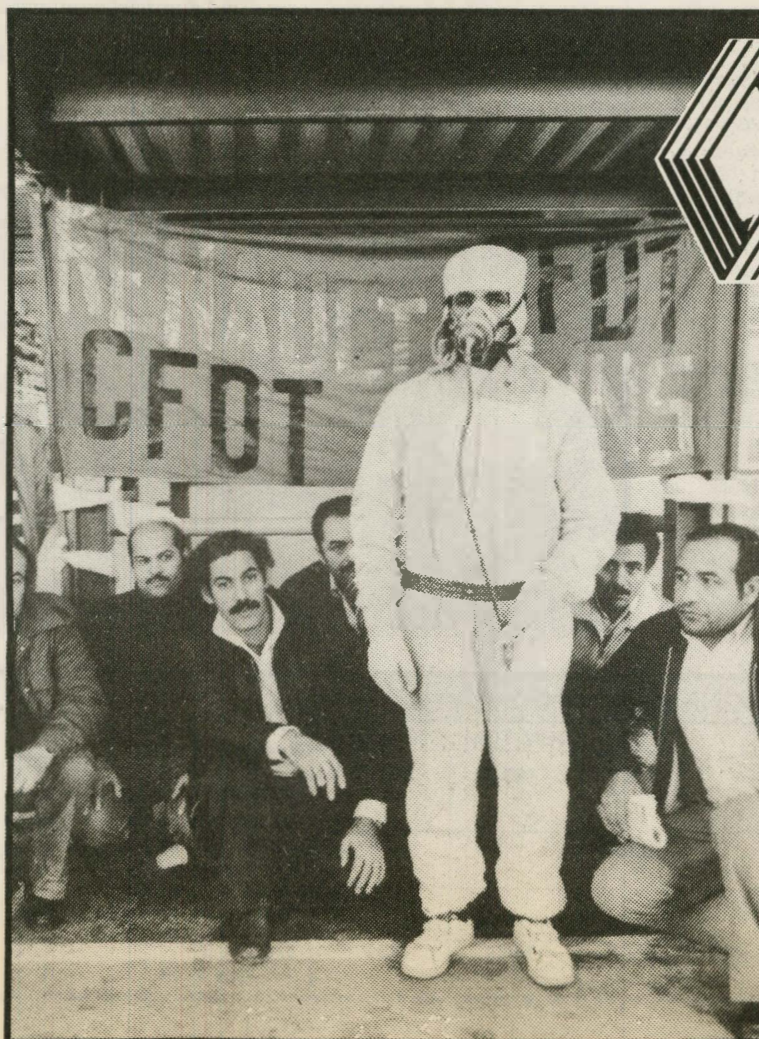
Tel est le meilleur moyen de défendre l'espoir du 10 mai, l'espoir du changement !

**POUR QUE ÇA CHANGE VRAIMENT,  
POUR QUE ÇA CHANGE MAINTENANT,  
VOTEZ POUR LES LISTES SOUTENUES  
PAR LA LCR ET LUTTE OUVRIERE.**

A. Krivine  
le 12 janvier

**MUNICIPALES :**  
**Des listes  
pour que ça change  
vraiment !**

**La LCR et LO viennent de  
signer un accord unitaire**



**Renault:**

**les grèves  
de Flins  
et  
de Billancourt**

p8

## REPERES

## Le travail au noir, un « mal contrôlable » ?

**P**LUS de deux millions de chômeuses et chômeurs, un salaire net autour de 3 000 F pour un million cinq cent mille salariés au SMIC, plusieurs millions touchant moins de 4 000 F par mois. La cause première du travail au noir tient en ces quelques chiffres.

On ne trouvera pas place, dans les rapports Ragot et Dupeyroux, pour les seuls remèdes qui s'y attaquent, réellement : la diminution du temps de travail pour tous et l'embauche des chômeurs. Le salaire minimum à 4 200 F et la garantie de l'échelle mobile pour maintenir le pouvoir d'achat.

On trouvera par contre, c'est la fonction des rapports officiels, un étalage de mesures destinées à concilier le mal avec la cause que l'on veut ignorer : le chômage. Et les technocrates sont productifs en ce domaine. De l'« élargissement des compétences de missions interministérielles », à l'« abaissement des charges des entreprises » (tiens donc !), du « contrôle de l'immigration » (tous les moyens sont bons), à la déclaration comme « avantage », dans leur feuille d'impôt, d'un loyer factice pour les propriétaires de leur appartement ou maison...

Etalage en trente-six pages de trente-six moyens divers, sans effets.

« Il ne saurait y avoir de lutte efficace à long terme contre le travail clandestin sans que parallèlement améliorée la situation de l'emploi », avoue enfin, à regret, en termes timides, le rapport Ragot au détour d'un chapitre.

Mais, complices, les deux rapporteurs utilisent un même terme, le « travail au noir » pour regrouper deux réalités qui se ressemblent comme le jour ressemble à la nuit.

Le travailleur qui boucle ses fins de mois par des travaux divers, comme le patron qui profite du chômage pour contraindre ceux qu'il exploite avec le travail au noir à plein temps, en ne les déclarant pas.

Les deux rapporteurs s'appuient sur une règle commune : pour vivre, le capitalisme a besoin d'un « volant de chômeurs » adaptable au gré de la conjoncture.

Et le tour est joué : les mass médias, radio, journaux, télé, leur emboîtent le pas, cautionnant le chômage en isolant l'une de ses conséquences : le travail au noir.

A qui profite le délit ?

Huit milliards de perte pour le fisc, s'inquiètent les rapporteurs ? C'est peu de choses à côté des quatre-vingt-dix milliards de fraude patronale, « régulière », sur l'impôt.

M. M.

## RADICAL

## François Abadie en sa mairie

François Abadie, radical, est membre du gouvernement (Secrétaire d'Etat au tourisme, comme nul ne l'ignore). Il est aussi président du MRG des Hautes-Pyrénées. Il est enfin décidé à rester maire de Lourdes. Jusque-là, rien de contraire à ce qu'il est convenu d'appeler « l'Union de la gauche ». Car l'Union de la gauche, c'est aussi des gens comme Fabre, hier, comme Crépeau, Jobert, Abadie, aujourd'hui.

Et avec des gens comme ceux-là, l'union est une surprise continuelle. Ecoutez les socialistes de Lourdes : « Avec ses colistiers, dont une très large majorité ne s'est pas prononcée en faveur de M. Mitterrand le 10 mai 1981, M. François Abadie a définitivement préféré l'alliance avec la droite à l'alliance avec la gauche... »

Le 14 mars 1982, le soir des cantonales, Abadie avait menacé de n'être plus membre du gouvernement lors des élections municipales. Finalement, il opte, à Lourdes, pour une liste MRG contre une liste

avec le PS et le PCF. Et le PC et le PS le gardent au gouvernement !

## TOULON

## Le racisme en campagne

Meeting le 8 janvier à Toulon, Arreckx Maurice, maire UDF, tête de liste de l'opposition aux municipales, parle des immigrés :

« Nous sommes débordés par eux. Il ne faut pas que le droit d'asile se transforme en accueil des chômeurs du monde entier. Il faut réduire d'un million le nombre des travailleurs immigrés en Europe. Il faut refuser d'être la poubelle de l'Europe. » 250 supporters applaudissent debout.

Racaille ! Lorsqu'ils parlent entre eux se découvre leur vrai visage, la haine contre les travailleurs.

La semaine dernière, la presse des patrons titrait : « limitation nécessaire de la politique d'immigration » (Les Echos, voir Rouge n° 1045).

Le maire de Toulon se fait l'écho de ses pairs.



## PETITE ENFANCE

## Beaucoup de discours... et pas de crèches !

Dans un rapport pour le ministère des Droits de la femme, un sondage faisait apparaître que les crèches viennent en second après les hôpitaux dans les équipements collectifs souhaités par la population.

C'est un signe à rapprocher d'un autre phénomène : l'augmentation du nombre des femmes sur le marché du travail, le fait que cette situation est de plus en plus considérée comme normale par la majorité des gens.

Les diverses statistiques le prouvent : les femmes désirent de plus en plus avoir une activité salariée, et elles interrompent moins longtemps leur travail pour s'occuper de leur jeune enfant.

Selon les derniers chiffres de l'INSEE, alors que le taux d'activité pour l'ensemble des femmes est de 44,9 %, il est de 62 % pour les femmes mariées et de 58,3 % pour les femmes ayant des enfants.

« C'est une situation irréversible », déclarait il y a encore peu de temps le ministère des Droits de la femme, « il est désormais nécessaire



d'en tirer toutes les conséquences ».

Les femmes, elles, ont tiré ces conséquences depuis longtemps et ont porté la revendication à travers leurs luttes, exigeant des équipements collectifs de qualité et en nombre suffisant, exigeant qu'un véritable service public d'accueil de la petite enfance soit mis en place.

Et pour cause, car ce sont elles qui, en pratique, prennent en charge plus des trois quarts des tâches qui s'effectuent au sein de la famille, en particulier la garde et l'éducation des jeunes enfants, journalisant ainsi une double journée de travail.

Lors du colloque de Choisir, pendant sa campagne électorale, Mitterrand promettait, s'il était élu, de créer 300 000 places de crèches. Sur le budget de 1982, seulement 10 000 places étaient programmées, des places de crèches collectives ou familiales.

Dans le compte rendu des débats des Etats généraux sur le travail des femmes et les femmes dans le travail, celui de la commission « équipements collectifs » souligne qu'à ce rythme, et en comptant qu'il soit maintenu, il faudrait trente années pour remplir cet engagement.

Car en effet les carences dans ce domaine sont telles qu'on ne peut envisager de changer la réalité sans prendre des mesures de grande ampleur.

La réalité, selon les derniers chiffres connus, ceux de 1980,

c'est sur 2 128 000 enfants de moins de trois ans, près d'un million qui sont gardés par leur mère. 660 000 sont accueillis dans des modes de garde contrôlés par la collectivité, dont 320 000 par des assistantes maternelles agréées. Pour les 350 à 550 000 enfants restants, les familles ont recours à des solutions de fortune.

« Autonomie, égalité, dignité, telles sont les exigences que manifestent les femmes aujourd'hui et auxquelles nous répondrons », déclarait encore Mitterrand le 8 Mars dernier. Il convient au-

jourd'hui de faire le point et de rappeler les exigences des femmes dans ce domaine.

Car du discours à la mise en œuvre des mesures nécessaires, il y a un pas que le gouvernement ne franchit pas. Mais pire, les « vœux du président » laissent présager une remise en cause des promesses qui avaient été faites.

## FETE FEMME A BORDEAUX

le samedi 15 janvier

de 18 h à 24 h au foyer Barbey

Les groupes femmes de Bordeaux nous communiquent :

« Depuis plusieurs mois, les groupes femmes de Bordeaux travaillent autour d'un projet de Maison des femmes : démarches auprès des élus et du ministère des Droits de la femme (sans résultat malgré les promesses), diverses actions envisagées... »

« Dans le cadre de cette campagne, nous organisons une Fête femme, non mixte, avec des spectacles, films, expositions, débats et animations diverses. Ce sera un moment privilégié pour discuter de la Maison des femmes que nous voulons, mais aussi de mouvement féministe, de nos luttes, etc. »

Groupes femmes de Bordeaux 11, impasse Saint James 33000 Bordeaux

## POINT DE MIRE

## Avortement: on attend le décret d'application.

**A**H non ! Ils ne vont pas nous faire le coup de l'élaboration des décrets d'application qui traîne en longueur. Pendant ce temps la droite mobilise !

La loi sur le remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale a été votée définitivement par l'Assemblée nationale par 329 voix contre 158. Et les réactions aux propos de Bérégovoy annonçant le report au mois d'août ont fait la preuve éclatante de la légitimité de cette revendication.

Est-ce que le gouvernement tergiverserait encore ? Dans le journal le Monde du 7 janvier, un article de D. Rouard fait état d'un certain nombre de questions qui seraient débattues dans les « sphères gouvernementales ».

Le débat porterait sur le type de cotation de l'IVG dans la nomenclature des actes médicaux. Certains seraient partisans d'une cotation au « K-30 », ce qui ne distinguerait pas l'avortement d'un certain nombre d'autres actes gynécologiques, avortements thérapeutiques, curetages, etc.

D'autres, ceux qui sont opposés à la « banalisation » de l'avortement, seraient partisans de l'établissement d'un « forfait », ce qui reviendrait à un remboursement partiel. Dans ce dernier cas, une part plus importante des frais serait à la charge des femmes. Cette dernière proposition reviendrait encore une fois à faire de l'avortement un acte différent des autres actes médicaux.

Ce débat-là, les femmes, les premières concernées, l'ont déjà tranché dans la rue. C'est le remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale, au même titre que les autres actes médicaux, qui est demandé.

Par voie de presse, plusieurs organisations féministes ont fait connaître leur opposition au mode de financement par l'Etat qui fait déjà de l'avortement un acte à part.

Assez de reculs, assez de négociations secrètes ! La loi a été votée. Il faut qu'elle puisse s'appliquer immédiatement sans chercher à en diminuer la portée par le jeu des décrets d'application.

S. F.

## NOUVELLES PROPOSITIONS D'ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE	DOM-TOM	ETRANGER	Nom :
<b>1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR</b> 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	400 F	400 F	450 F	Prénom :
<b>2 - INFORMATION DES COLLECTIVITES</b> 48 Rouge + 11 Critique Communiste	350 F			Adresse :
<b>3 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO « ROUGE »</b> 6 mois = 24 numéros	150 F			Formule choisie :
<b>4 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE</b> 1 an = 11 numéros	140 F	140 F	160 F	Réglement à l'ordre de PEC 2 rue Richard Lenoir 93108 Montrouil Tél : 859 00 80

# Rouge

- Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montrouil. Tél : 859 00 31
- Directeur de la publication : Robert March
- Commission paritaire : 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard Lenoir 93108 Montrouil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

# Les révolutionnaires unis pour les municipales

• Lors de la conférence de presse du 13 janvier, Alain Krivine et Arlette Laguiller annoncent que dans plus de 70 villes, 4000 candidats formeront les listes communes LO/LCR

À quelques semaines de l'échéance des municipales, le paradoxe de la situation apparaît on ne peut plus clairement. Le PS et le PCF, forts d'une majorité parlementaire sans précédent historique, sont sur la défensive et annoncent un échec électoral qu'ils jugent, semble-t-il, inéluctable. L'UDF et le RPR, écrasés en 1981, divisés, discrédités, se préparent déjà à sabler le champagne d'une victoire qui leur apparaît promise.

Pourquoi ce gâchis, qui ne peut que susciter la colère et l'exaspération des travailleurs ? L'explication est simple : c'est la politique menée par le gouvernement qui est en cause.

Une telle politique, qui tourne le dos à la volonté de changement des travailleurs et piétine les promesses faites, ne peut qu'encourager la droite à redoubler d'arrogance et accélérer ses préparatifs de retour aux affaires. Elle ne peut que faciliter les progrès électoraux de cette dernière car elle décourage bon nombre de travailleurs d'aller voter pour ceux qui se sont engagés à réaliser un changement qui s'avère être un leurre.

## L'enjeu

Nous ne sommes pas de ceux qui acceptent cette idée selon laquelle il n'y aurait d'autre choix que cette alternative en trompe-l'œil : ou approuver la politique gouvernementale ou opter pour le retour de la droite. Car nous ne voulons pas du retour de la droite mais, en même temps, nous savons que c'est la politique gouvernementale qui favorise ce retour.

Et nous savons que des dizaines et des dizaines de milliers de travailleurs, qui combattent le patronat et la droite, partagent ce refus d'approuver une politique qu'ils condamnent. Aujourd'hui, l'enjeu c'est de permettre à ces travailleurs de s'exprimer et, par là, de transformer en une force avec laquelle il faudra compter les idées dont ils sont porteurs, les choix de classe qui sont les leurs.

Il faut que ces travailleurs puissent dire non au retour de la droite, puissent confirmer la volonté de changement qu'ils ont affirmée avec force le 10 mai 1981... Sans pour autant encourager le PS et le PCF à poursuivre la même politique d'austérité ! Il faut que ces travailleurs puissent mettre en garde le PS et le PCF, les avertir solennellement que leur politique n'est pas celle que veulent les travailleurs... Sans pour autant permettre à la droite d'en tirer bénéfice et argument en sa faveur !

Telle est la responsabilité présente des organisations révolutionnaires : permettre à ces travailleurs d'exprimer et leur opposition à la droite et leur refus



de la politique gouvernementale d'austérité. C'est-à-dire leur offrir le moyen de peser sur la situation actuelle, sans être contraints de se réfugier, démoralisés, dans l'abstention.

Cela veut dire présenter des listes porteuses de propositions qui permettent de tracer ce qu'est la voie du changement réel : une politique qui se fixe pour objectif de satisfaire les revendications des travailleurs, d'en finir avec le chômage et toute austérité ; une politique qui, pour ce faire, s'attaque aux intérêts capitalistes et rompt avec la bourgeoisie.

## Des listes de combat

Des listes qui soient des listes de combat contre le patronat et ses agents politiques que sont les organisations de droite, des listes de défense intransigeante des intérêts des travailleurs, en rien compromises dans la politique du gouvernement.

Pour parvenir à mettre sur pied de telles listes, la LCR s'est adressée à toutes les forces et à tous les militants qui partagent, dans ces grandes lignes, une telle perspective et a engagé des discussions avec Lutte ouvrière.

Consciente de l'importance qu'il y a à affirmer un pôle unitaire dans la bataille des municipales, la LCR a mené ces discussions avec la volonté d'aboutir. Les divergences entre LO et la LCR sont en effet nombreuses et en rien artificielles. Ainsi, sur la

consigne de vote qu'il convient de donner au premier tour là où il n'y aura pas de liste LO-LCR et au second tour. LO appelle à l'abstention, la LCR appelle à voter pour les listes dirigées par le PS et le PCF. Il s'agit d'un désac-

cord majeur. Malgré cela, et en considérant la possibilité offerte à chacune des deux organisations de défendre sa propre position dans le cadre de la campagne unitaire, et au regard des enjeux, nos deux organisations se

sont mises d'accord sur l'appréciation que ce désaccord ne devait pas constituer un obstacle insurmontable. Parce qu'aujourd'hui l'essentiel à défendre, lors de cette campagne municipale, dans le combat contre la droite et les capitalistes et dans le refus de toute politique de collaboration de classes, il y a des points d'accord fondamentaux entre les deux organisations.

Ainsi, à l'initiative de LO et de la LCR, vont être présentes dans ces élections des listes unitaires qui témoigneront que, dans la situation actuelle, le combat pour le changement, c'est un combat sans concessions contre la droite et le patronat, et donc un combat qui n'a rien de commun avec la politique de collaboration de classes du PS et du PCF.

Dans une situation de désarroi, de désorientation, de morosité dans le mouvement ouvrier produit par la politique gouvernementale, la capacité des révolutionnaires à réaliser l'unité revêt une importance particulière. Cela peut constituer un pôle attractif pour des dizaines de milliers de travailleurs.

L'existence de telles listes, par leur caractère unitaire et de classe, doit permettre à toutes celles et à tous ceux, travailleurs, militants syndicalistes, militants du PS et du PCF, qui refusent la politique du gouvernement de s'exprimer clairement dans le cadre de ces élections.

Dès lors, l'enjeu décisif passe par une campagne active de soutien à ces listes.

Francis Sitel

## Jospin prépare la défaite



JOSPIN prétend mobiliser les militants du PS et les travailleurs pour les municipales. Mais en fait il prépare la défaite : « Gagner des villes ce sera difficile ; si nous les conservons toutes, ce serait un triomphe ; si nous en perdions dix ou quinze, ce serait la norme... (il s'agit de villes de plus de trente mille habitants) ; si nous en perdions plus, ce que je ne veux pas croire en raison du travail qui a été fait par les maires sortants, ce serait la situation qu'a connue la droite en 1977... »

La seule explication que trouve le premier secrétaire, c'est que les élections locales « favorisent toujours l'opposition, comme cela a été le cas en 1959, 1965, 1971 et 1977... »

L'argument est tout de même stupéfiant. Toutes les élections partielles depuis le 10 mai ont vu apparaître un effritement dans l'électorat de gauche, notamment dû à un mécontentement vis-à-vis de la politique actuelle du gouvernement. Le phénomène est à ce point inquiétant que la direction du PCF se voit obli-

gée non seulement de le reconnaître mais d'engager une campagne de conviction en direction des abstentionnistes. Mais tout cela n'intéresse pas le premier secrétaire du PS.

Lors des municipales de 1977, la gauche avait obtenu environ 51 % des voix et gagné trente-deux villes de plus de trente mille habitants. Mitterrand a été élu par 51,75 % des voix et la gauche, aux législatives qui ont suivi, a obtenu 57 %. On voit donc l'ampleur du recul que pronostique Jospin.

Mais il se garde bien d'en tirer la moindre conclusion politique ! Mitterrand, à la suite de sa victoire, avait expliqué que « la majorité politique rejoignait la majorité sociologique ». Le recul de la gauche pour ces municipales ne pourra essentiellement s'expliquer que par des pertes de voix « dans la majorité sociologique », c'est-à-dire chez les travailleurs.

Voilà le résultat d'une politique. Et dire que le PS et le PC ont expliqué que ce sont les listes unitaires des révolutionnaires qui font le jeu de la droite !

A. Artous

# Le texte de l'accord conclu entre la LCR et Lutte ouvrière

• Nous nous adressons à toutes celles, à tous ceux qui se reconnaissent dans cette déclaration pour qu'ils rejoignent nos listes, qu'ils soutiennent notre campagne

**L**ES élections municipales de mars 1983 seront un test politique, en quelque sorte le premier sondage grandeur nature deux ans après l'élection de Mitterrand à la présidence et d'une large majorité de députés du Parti socialiste et du Parti communiste à l'Assemblée. Tous les jours, les démagogues de l'UDF et du RPR font étalage de leur culot. D'un côté, ils crient au scandale à la moindre réforme qui égratigne les privilèges des capitalistes et des possédants; de l'autre ils osent utiliser le mécontentement populaire pour verser des larmes de crocodile sur la baisse du pouvoir d'achat et l'augmentation du chômage. Mais qu'ont-ils fait quand ils étaient au gouvernement? Ne s'en étaient-ils pas pris au pouvoir d'achat, à l'emploi, aux droits et aux libertés des travailleurs?

Aujourd'hui, les patrons se félicitent des cadeaux du gouvernement et, en même temps, ils continuent à fermer les entreprises qui ne leur rapportent plus assez de profits. Ils frappent du poing sur la table pour exiger qu'on serre encore davantage la ceinture aux travailleurs.

Les exploités et les politiciens des partis de droite voudraient utiliser un résultat électoral en leur faveur pour faire croire que les travailleurs regrettent leur départ du gouvernement. Eh bien non! Les travailleurs n'ont pas à le regretter, ils les ont vus à l'œuvre pendant vingt-trois ans et ils savent qu'ils n'ont rien de bon à attendre de ces gens-là parce qu'ils sont leurs ennemis irréductibles.

Alors, en mars prochain aucun travailleur, aucun électeur, aucune électrice de gauche ne donnera sa caution aux représentants de la droite.

**M**AIS pour faire échec aux partis des bourgeois et des capitalistes, le moyen est-il d'approuver le gouvernement et la politique des partis socialiste et communiste qui le soutiennent, comme le prétendent aujourd'hui leurs dirigeants? Ensemble, le PS et le PCF disposent des deux tiers des députés à l'Assemblée nationale. La gauche — à la présidence, au gouvernement, au Parlement — a, entre les mains, des pouvoirs considérables. Et qu'en a-t-elle fait? D'abord, les dirigeants du PS et du PCF n'ont pas tenu l'essentiel de leurs promesses, en prétextant du lourd héritage laissé par Giscard et des difficultés liées à la crise économique internationale. Puis, ils ne se sont plus contentés de ne pas changer grand-chose. Ils se sont mis à attaquer ouvertement les conditions d'existence de toute la population laborieuse y compris les plus défavorisés: les retraités, les chômeurs, les smicards.

Avec l'appui des représentants socialistes et communistes et avec la complicité des directions syndicales, le gouvernement remet maintenant en cause les garanties sociales des travailleurs en matière de santé, d'assurance vieillesse ou chômage. En transformant le blocage en freinage des salaires, il programme la baisse du niveau de vie de la classe ouvrière pour lui faire payer les frais de la crise du capitalisme. Ce qui ne sera évidemment pas sans conséquences sur celui des autres catégories laborieuses, comme les paysans-producteurs ou les artisans et petits commerçants, dont les ressources sont liées aux revenus des salariés et le sort lié au bon vouloir des banques et de leurs crédits de plus en plus coûteux.

Tout ce qui est pris dans la poche des travailleurs va dans celle des possédants sous forme de subventions, de dégrèvements fiscaux, de primes diverses et variées, de bais-



Déjà en 1977, les révolutionnaires avaient réalisé l'unité pour les municipales à travers des listes: « Pour le socialisme le pouvoir aux travailleurs! »

se, voire de suppression du paiement des cotisations à la Sécurité sociale et aux caisses de protection collective dont la charge sera désormais assumée par les seuls contribuables. Tout cet argent redistribué ne sert pas à créer des emplois, à développer les productions utiles à la société, à enrayer les licenciements et freiner les prix. Les patrons et les banquiers s'en servent pour spéculer et investir là où ils trouvent leur intérêt, sans se soucier du chômage, de l'inflation et de leur cortège de misère; quitte à accentuer le marasme économique.

## La volonté de mettre en échec la droite tout en refusant la politique d'austérité du gouvernement

**L**ES capitalistes se réjouissent sans vergogne de l'application d'une telle politique qui répond à leurs intérêts. Mais ils utilisent toutes les concessions qu'on leur fait pour en demander plus et préparer les conditions du retour au gouvernement de leurs fondés de pouvoir. Ils sont depuis longtemps incrustés dans la haute administration, dans l'armée et la police, où rien n'a changé. Ils tiennent toujours le gouvernail économique et financier du pays, même dans les entreprises nationalisées. Le système du profit continue à dicter sa loi, et de plus en plus durement au fur et à mesure que la crise s'approfondit.

Pour sortir de cette crise, il n'y a pas d'autre issue que de rompre avec la logique du capitalisme, de la course au profit et aux armements: il faut s'attaquer résolument aux privilèges des possédants, leur arracher les leviers de commande, orienter l'économie vers la satisfaction des besoins sociaux et populaires, briser la toute puissance des industriels et des banquiers en s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs. Le gouvernement et sa majorité parlementaire tournent le dos à cette politique. Il suffit que le patronat hausse un peu le ton pour qu'ils s'inclinent. Leur politique est au service de la bourgeoisie. Ils gouvernent sur le dos de travailleurs.

Les travailleurs qui ont voulu le changement le 10 mai, les électeurs de gauche ne peuvent se reconnaître dans cette politique. Ils ne peuvent

Le gouvernement, où siègent les représentants du PS et du PCF, met en œuvre une politique d'austérité, brutale et cynique, en comptant pour la faire passer sur le crédit dont il dispose auprès des travailleurs.

Au plan international, ce gouvernement continue de tenir les peuples des prétendus TOM-DOM sous la coupe de la colonisation française. Il maintient ses paras dans le rôle de gendarmes au service des trusts et des dictatures en Afrique et au Liban. Il occupe fidèlement sa place au sein de l'alliance des puissances impérialistes qui dominent le monde.

pas se sentir solidaires de ce gouvernement qui leur réserve tous les mauvais coups.

Les représentants du PS et du PCF disent: « Peut-être êtes-vous déçus, mécontents. Mais cette déception, ce mécontentement, il faut les oublier aux élections pour ne pas faire le jeu de la droite. » En fait, ils se servent du chantage à la droite pour escamoter leurs propres responsabilités. Certes, beaucoup d'hommes et de femmes mécontents de la politique du gouvernement voteront pour la gauche sans approuver l'austérité, uniquement parce qu'ils ne veulent pas mêler leur bulletin de vote à ceux de la droite.

Heureusement, dans de nombreuses villes, il y aura un autre choix: celui de se faire entendre, de dire vraiment ce qu'on pense. C'est le choix de voter contre la droite et de voter clairement à gauche, en condamnant ouvertement une politique qui ne sert que les capitalistes et leurs politiciens. Ce choix, c'est de soutenir la liste présentée par la Ligue communiste révolutionnaire et Lutte ouvrière.

**N**OUS nous adressons aux électeurs socialistes pour leur dire qu'ils doivent exprimer leurs désaccords avec ce gouvernement qui impose des sacrifices à ceux qui l'ont élu pendant qu'il prodigue ses faveurs à ceux qui ne rêvent que de le renverser. Car beaucoup ne sont pas d'accord pour qu'on utilise leurs espoirs en une vie meilleure pour faire passer une poli-

tique qui protège les grosses fortunes et dégrade les conditions de vie et de travail des couches populaires.

Nous nous adressons aux électeurs communistes qui ne sont pas d'accord pour que les dirigeants de leur parti soutiennent et mettent en pratique une politique qui va à l'encontre des revendications pour lesquelles ils se battent tous les jours dans leurs usines et leurs quartiers.

Beaucoup ne supportent plus d'accepter ce qui est inacceptable et scandaleux quand on se réclame de la classe ouvrière.

Nous nous adressons à toutes les travailleuses et à tous les travailleurs. En votant pour les listes présentées par la Ligue communiste révolutionnaire et Lutte ouvrière, ils exprimeront leur volonté de mettre en échec la droite tout en exprimant leur refus de la politique d'austérité du gouvernement. Ils pourront ainsi montrer qu'ils font moins que jamais

confiance aux amis de Giscard et Chirac, et qu'ils ne font pas confiance aux représentants du Parti socialiste et du Parti communiste qui les ont trompés.

Bien sûr, à lui seul, un bulletin de vote ne peut pas changer le sort des travailleurs. Mais il peut servir à se faire entendre. Alors, il faut être nombreux pour dire haut et fort que nous ne voulons pas que la gauche continue à faire cette politique que nous condamnons, politique qui favorise le retour de la droite.

Pour construire un monde débarrassé de l'exploitation et de l'oppression, pour changer leur sort, les travailleurs ne peuvent compter que sur leur détermination et leur capacité à se défendre, ensemble et eux-mêmes, dans les entreprises, dans les rues, par la lutte. Les élections municipales peuvent au moins montrer que beaucoup y sont déjà prêts.

**4 MARS**

A la veille  
du 1<sup>er</sup> tour

**GRAND  
RASSEMBLEMENT  
UNITAIRE**

organisé  
par la LCR et  
Lutte ouvrière  
avec

**Arlette Laguiller**

**Alain Krivine**

Square  
de la porte de  
Choisy  
(Paris XIII<sup>e</sup>)

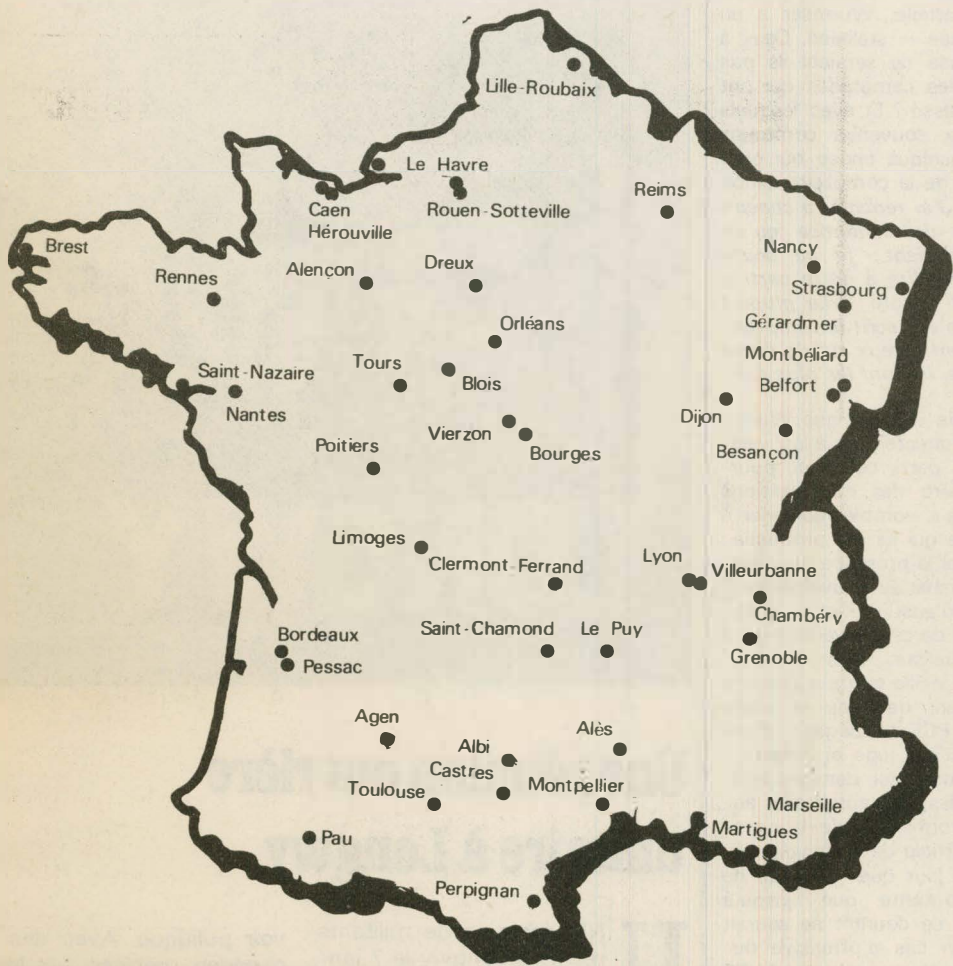
## Nos prochains meetings avec A. Krivine

- Lundi 17, Paris Jussieu (faculté)
- Mardi 18, Nîmes-Alès
- Jeudi 20, Alençon
- Vendredi 21, Caen
- Lundi 24 Paris, faculté de Tolbiac Evry (Essonne)
- Mardi 25, Brest
- Mercredi 26, Dreux
- Jeudi 27, Tours
- Vendredi 28, Orléans
- Lundi 31, Argenteuil

### FEVRIER

- Mardi 1<sup>er</sup>, Poitiers
- Mercredi 2, Le Havre
- Jeudi 3, Nancy
- Vendredi 4, Strasbourg
- Lundi 7, Agen
- Mardi 8, Pau
- Mercredi 9, Bordeaux
- Jeudi 10, Lille
- Vendredi 11, Trappes
- Lundi 14, Rennes
- Mardi 15, Nantes

# De Lille à Perpignan, de Brest à Strasbourg Des dizaines de listes dans tout le pays



Sur la carte ci-dessus, un premier inventaire des villes de province où seront présentes des listes unitaires

## UNE LARGE DYNAMIQUE UNITAIRE

**A** Brest, ce sont la LCR et le PSU — seules forces réellement présentes sur la ville — qui ont pris l'initiative d'une liste unitaire des révolutionnaires. La presse locale explique : « Les discussions entamées par la Ligue au niveau national ont abouti avec Lutte ouvrière à la signature d'un accord politique. C'est cet accord qui a servi de base à l'accord Ligue-PSU qui se retrouvaient auparavant dans un certain nombre de conflits ou de luttes. »

L'Union démocratique bretonne, le PC puis le PS avaient contacté le PSU pour leur proposer des sièges sur la liste de gauche ; sa réponse : « Nous avons demandé qu'avant de parler répartition des sièges, nous ayons une discussion politique d'ensemble. Il nous a été répondu par le PS que l'on n'en était pas encore là. » Le PSU en a conclu qu'on voulait lui faire tenir un rôle de « potiche ».

A Alençon (Orne), ce sont des militants « communistes con-

ventionnels » qui, avec la LCR, seront partie prenante des listes des révolutionnaires. Ces « communistes conventionnels » (dont beaucoup au plan national étaient partie prenante d'Union dans les luttes) expliquent dans une déclaration publique.

« Les communistes conventionnels regroupent à Alençon et partout en France des communistes critiques qui refusent le fonctionnement et la politique suivis par le PCF. Outre que nous condamnons avec vigueur les régimes de l'Est, nous ne cautionnons pas une politique d'austérité dite de gauche qui s'exerce au détriment des travailleurs. A Alençon, les communistes conventionnels apportent leur soutien à l'initiative de la présentation d'une liste d'extrême gauche... »

Ainsi — et nous nous en félicitons — l'accord LCR-LO peut avoir une dynamique qui regroupe des forces beaucoup plus larges que celles de ces deux organisations.



Notre camarade André Fichaut qui conduira, avec des militants du PSU, la liste des révolutionnaires à Brest.

# Souscription municipales

C'est parti ! La campagne municipales est engagée dans la ligne du sprint final. L'intendance doit suivre, et vite. Les premiers dons témoignent que nos sympathisants les plus proches ont eu à cœur de nous donner les premiers moyens de la bataille. Maintenant, ce sont tous ceux et celles qui feront campagne avec nous, qui voteront pour nos listes que nous devons solliciter pour nous donner les moyens de notre combat, de leur combat pour que les espoirs du 10 mai ne soient pas déçus ! Dans tous les comités de campagne doit être posé le problème du soutien financier !

SOUSCRIPTION COLLECTEE PAR LES CELLULES DE LA LCR	
<b>Paris 75</b>	
Cellule Télécom	70
Travailleurs tri Montparnasse	300
A. P. Vincent	150
Raymond	100
Tresso	100
Militante socialiste	50
Cellule SETE	100
Cellule SNCF	800
Cellule E.N.	100
Cellule BNP	200
Cellule Télécoms Montmartre	
Thierry	30
Christian	50
Denis	30
Cellule Beaux-arts	
Zoé	100
Anonyme	100
Cellule Sorbonne	230
Stéphane, ENSAD	50
Secteur Sud Est	110
Cellule Télécoms	300
EDF Pierre	150
Martine	300
Philippe	300
Pascal et Agnès	100
Cheminots de Paris Ouest	
St-Lazare banlieue	
Cheminots Saussure :	
A, S, R, B, C, A, B, S, 10 F chacun(e)	80
J. P.	300
F.	10
Giné, cheminot St Lazare, un début	100
CD, cheminot St-Lazare	200
JPL, où est la combativité ?	200
Pola, parti à Rouen	100
Reste de stage Poissy RR	30
CR 11*/12*	1 000

<b>FD 91</b>			
CEV Bretigny			
AG	10		
RD	100		
CF	50		
<b>FD 92</b>			
Cellule Thomson Bagneux	200		
Cellule Messier Schlumberger	100		
Sandra L.	150		
<b>FD 93</b>			
Cellule Rhône-Poulenc Vitry	100		
Aisthom			
Amandine	250		
Gallien	200		
Jordan	100		
Raoul	50		
<b>FD 95</b>			
Argenteuil			
Sylvie, JCR	5		
Le médecin progressiste du Val d'Oise	800		
Christian, Vanves	50		
Olivier, Argenteuil	50		
Christian Benoit, Argenteuil	50		
Frédo, Argenteuil	50		
Christian Armouet	200		
<b>Beauvais</b>			
militant	50		
Dédé et Jules, vente de vieilles BD	100		
Pascal et Maryse,			
Pour que la Ligue recrute	100		
<b>Bouches-du-Rhône</b>			
Cellule Huveaune	20		
Cellule Recherche	200		
Cellule Recherche	1 100		
Cellule Nord	800		
Section Martigues	1 000		
<b>Besançon</b>			
militants et sympathisants	620		
C. F.		250	
G. V.		250	
<b>Lille</b>			
Infirmier	300		
Infirmière CHR	50		
Une militante du PC	25		
Etudiants	50		
<b>Le Havre</b>			
AG Le Havre	100		
Sympathisant santé	250		
JG	100		
LN	50		
HC	100		
<b>Chambéry</b>			
Claude	100		
Bernard	100		
Gérard	200		
Alain	100		
reste vente marché	1,05		
<b>Poitiers</b>			
<b>Grenoble</b>			
Cellule Communaux	108		
Cellule Enseignante	150		
Sylvie V	30		
Cellule Merlin Gerin			
Kessler	300		
François R	150		
Cellule Thomson			
François R	150		
Patrick et Frédérique	150		
Thierry R	150		
Divers Grenoble			
Bernard M.	50		
Anonyme	50		
<b>Tarbes</b>			
Pascal, Menton		130	
Raymonde, Golfe Juan		230	
<b>Dunkerque</b>			
Pascal, enseignant Coudekerque		100	
trouvé...		10	
<b>Thionville</b>			
Meeting Krivine à Longwy		100	
<b>Le Mans</b>			1 080

### SOUSCRIPTION REÇUE A MONTREUIL

Thizy, Jean Pierre	15
Paris, M. M.	400
Paris Pierre	550
Courbevoie, Philippe	100
Jean-Louis, ex Becon-les Bruyères	150
« Pour vous permettre de tirer votre propre bilan, après avoir tiré celui des autres » JPL	200
Issy-les-Moulineaux, Joséphine	600
Ste Croix en Jarez	30
	2 045
Pour arrondir	0,95
Total semaine	2 045
	19 102
<b>Ancien total</b>	<b>161 899</b>
<b>Nouveau total</b>	<b>183 046</b>

**IL NOUS FAUT  
1 000 000 F**

Je souhaite m'associer à la campagne municipales

Je suis prêt(e) à prendre place sur une liste révolutionnaire unitaire

Je m'engage à soutenir financièrement cette campagne

je verse ..... F

je verserai ..... F par mois (chèque à l'ordre de la LCR)

**A retourner à Michel Rousseau,  
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil**

**NOM** .....

**Prénom** .....

**Profession** .....

**Adresse** .....

## Un article de Wurmser dans «l'Humanité»

# Grognard et ministres

### • Le PC voudrait regagner les «décus du communisme»

L'*HUMANITE* du mercredi 5 janvier a publié un article-éditorial signé d'André Wurmser et intitulé : « *La rogne, la grogne et le parti.* » Remarquable à plus d'un titre, et effectivement remarqué, cet article s'efforce de répondre aux interrogations soulevées par certains militants communistes, dont le nombre est reconnu non négligeable. « *Que soient si nombreux les camarades qui me font part de leur amertume, de leur mécontentement, voire de leurs hésitations est alarmant.* »

#### Ne pas perdre le sens des proportions

Wurmser concède à ses anonymes correspondants un constat : les communistes ne sont pas « *sur un lit de roses* » !

Parmi les nombreuses tares de la politique de ce gouvernement, il en est une qui semble particulièrement critiquable : sa propension à laisser durer, sinon à favoriser, l'anticommunisme et l'antisoviétisme !

Mais, malgré ces difficultés durement ressenties par les communistes, il importe de ne pas perdre de vue l'essentiel : la réalisation de l'union avec les socialistes.

En conclusion de quoi, le cap doit être conservé à tout prix dans le sens de l'union de la gauche et de la participation du PCF au gouvernement. Et ce quelles que soient les légitimes raisons de mécontentement des communistes.

Toute autre attitude ne pourrait être que profondément négative et ferait le jeu de la droite. « *Nombreux sont ceux qui espèrent qu'une indigestion de coulevres et un abus de faux pas détourneront nos militants de l'unité, seule voie vers le socialisme.* »

#### L'aveu

L'éditorial de Wurmser constitue un aveu. Il témoigne de ce qu'est le malaise dans les rangs du PCF et du fait que certains militants refusent la ligne actuelle de leur direction. Davantage : il existe une pression, au sein du parti, pour que la direction prenne ses distances avec la politique gouvernementale, voire renonce à la participation au gouvernement.

Bien sûr, le choix de la direction d'officialiser cette situation, par la publication de l'article de Wurmser, n'est pas neutre.

« *J'ai cru devoir alerter, amicalement, mes camarades. Pas eux seuls d'ailleurs,* précise Wurmser. L'avertissement, en effet, concerne aussi les alliés socialistes. Les difficultés du PCF sont réelles, mais si le PS se laissait aller à les trop vouloir exploiter — en particulier à l'occasion de la mise sur pied des listes pour les prochaines municipales —, il prendrait le risque de favoriser une démolition croissante d'une partie de l'électorat communiste. Un renforcement du courant abstentionniste, qui s'est déjà manifesté, en particulier dans l'électorat traditionnel du PCF, ne peut conduire qu'à un recul de l'ensemble de la gauche.

« *Le danger le plus réel pour notre parti, pour la gauche toute entière, pour le pays tout entier, ce n'est pas que l'électorat communiste s'impatiente (son impatience pousse à la roue!), c'est qu'il se décourage ou se désintéresse, que, trop légèrement tenu pour maniable et malléable à merci, il facilite, quitte à le regretter le lendemain, une avancée du pire, et le pire, c'est Giscard, c'est Chirac, c'est la droite.* »

En un mot : à bon entendeur, salut !

Mais, au-delà de cet objectif ex-

### «La Pravda» apprécie Marchais

Le *Monde* rapporte que la *Pravda* du 5 janvier consacre un long article au PCF. L'organe du PC soviétique explique que le PCF, qui doit « *agir dans une situation complexe* », se comporte « *comme partenaire loyal du PS* » et « *soutient chaque pas allant dans un sens positif* ». Sans approuver, pour autant, toutes les décisions du gouvernement.

L'auteur de l'article estime que « *la coopération, au sein du gouvernement, entre socialistes et communistes est une condition indispensable pour faire avancer les transformations démocratiques* ». Il indique que les deux partis « *représentent des forces politiques différentes* » et que les communistes veulent défendre leurs « *idées de classe, leurs idées révolutionnaires et leur originalité* ».

Georges Marchais, explique l'article, a démontré les causes profondes de la crise et la nécessité, pour en sortir, de suivre la voie du socialisme, fondée sur les réalités françaises.

terne, l'article de Wurmser est un élément d'un ensemble plus vaste qui est la campagne interne qu'a engagée, de longue date, la direction pour convaincre les militants de la justesse de la participation au gouvernement.

Marchais, il y a huit mois, s'était efforcé de faire comprendre aux militants que la décision de participer au gouvernement n'était ni tactique, ni conjoncturelle, qu'elle correspondait à une politique durable et que la « *solidarité gouvernementale* » n'était pas un vain mot. Aujourd'hui, Wurmser remet l'ouvrage sur le métier : quel que soit le mécontentement parmi les travailleurs et au sein même du parti, l'union avec le PS est un juste choix que rien, dans l'état actuel des choses, ne saurait remettre en cause.

#### Des interlocuteurs anonymes mais reconnaissables

Wurmser garde un silence pudique sur qui sont ses interlocuteurs. Ces « *camarades* » qui lui ont fait part de « *leur amertume, leur mécontentement, voire leurs hésitations* », ne sont pas, on le devine, n'importe lesquels des militants du PCF parmi ceux qui sont amers, mécontents, voire hésitants.

Après tout, ce n'est pas à n'importe quel éditorialiste de *l'Humanité*

que la direction a confié le soin d'écrire cet article. Wurmser a un très long passé — stalinien. Ceux à qui il s'adresse ne seraient-ils pas précisément les camarades qui ont partagé ce passé ? Et avec lesquels les nombreux souvenirs communs constituent quelque chose qui peut ressembler à de la complicité, sinon de l'amitié. « *J'ai répondu à chacun avec autant de confiance qu'ils m'en témoignaient; je ne doute pas de leur fidélité à notre parti* », confie-t-il. Et encore : « *La plupart de ceux qui m'ont écrit le comprendront, mais entre ceux que le doute peut atteindre, ils sont les plus solides.* »

Tout semble indiquer que Wurmser s'adresse directement à la « *vieille garde* » du parti, celle qui, pourtant coutumière des « *indigestions de coulevres* », semble rechigner à cette dernière qui lui est proposée : cautionner, par la présence de ministres communistes au gouvernement, les mesures d'austérité et la politique atlantiste de ce gouvernement à direction socialiste. Très certainement, cette « *vieille garde* » souhaite un changement de ligne et milite pour que le PCF se dégage d'une expérience qu'elle juge si néfaste.

Une opposition qui, dans les conditions actuelles, ne saurait aller au-delà de la « *rogne* » et de la « *grogne* ». Car, l'article de la *Pravda*, publié le même jour que l'éditorial de Wurmser, confirme que, jusqu'à nouvel ordre, ce courant ne saurait escompter, en cas d'offensive ouverte de sa part, un soutien du PC soviétique.

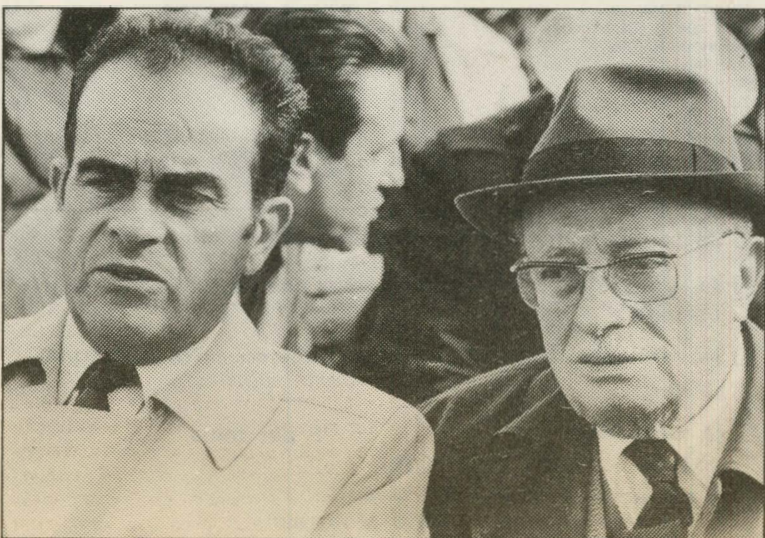
#### Les silences de Wurmser

Wurmser choisit ses interlocuteurs pour engager un débat qui mériterait autre chose qu'un article dans *l'Humanité*. N'est-ce pas la direction elle-même qui devrait s'expliquer devant les militants sur ce que sont les « *coulevres* » et les « *abus de faux pas* » que le PCF, selon Wurmser, est obligé de digérer ?

Quant à Wurmser lui-même, qui se fait chantre de l'unité, pourquoi n'explique-t-il pas pourquoi le PCF a rompu l'Union de la gauche et brisé avec le Programme commun en 1977 ?

Il est une autre question que se posent les militants du PCF à laquelle Wurmser ne répond pas : non pas tant celle de savoir s'il est juste ou non que le PCF soit au gouvernement, que d'être éclairé sur ce qu'il y fait concrètement. Alors que, de plus en plus clairement, la politique du gouvernement est faite de cadeaux au patronat et de coups portés aux travailleurs, comment ces militants ne s'interrogeraient-ils pas sur ce qu'est la politique de « *solidarité gouvernementale* » de leur direction ?

F. Sitel



Wurmser s'adresse à la vieille garde stalinienne.



## Une réunion ouvrière unitaire à Longwy

UNE vingtaine de militants réunis à Longwy le 7 janvier, en quoi cela peut-il valoir un article de *Rouge* ? La réponse est toute simple : il suffit de raconter un peu.

Les participants, réunis à la suite de la Conférence ouvrière tenue en Lorraine les 26 et 27 juin 1982\*, venaient d'horizons divers : plusieurs militant(e)s du PSU, des PTT de la Meuse, de la santé de Meurthe-et-Moselle, ou de chez Gillier (textile), plusieurs militants ou sympathisants de la LCR, de la SNCF ou de la sidérurgie, des « *inorganisés* », anciens du PC, du PS, du PCR, sidérurgistes, ouvriers communaux, quelques enseignants. Parmi eux, d'anciens responsables de la CGT, écartés de leurs responsabilités par la fraction dirigeante.

A partir de cette diversité d'expériences, un large accord aujourd'hui. Sur l'analyse de la situation, devant la restructuration de la sidérurgie : le gouvernement fait le contraire de ce qu'on attendait. Devant aussi l'expérience des 39 heures : après une discussion, la réaffirmation de l'actualité des 35 heures dans la perspective d'une lutte d'ensemble contre le patronat.

Cela débouchait cependant sur des questions plus difficiles. « *Maintenir les emplois, oui; mais pas n'importe quoi. Une cokerie dégueulasse, il n'y a aucune raison d'imposer que des ouvriers continuent à y travailler. Si sa production est utile, il en faut une neuve.* » Et puis, « *est-ce vraiment possible de tout maintenir dans la sidérurgie; il ne suffit pas de faire de la surenchère à gauche. Comment répondre aux chiffres donnés par les économistes ?* ».

Après plusieurs échanges d'arguments, une conclusion commune : l'impossibilité de dissocier les revendications de la transformation de toute la production et de la question du pou-

voir politique. Avec des conséquences précises sur les perspectives de lutte dans la sidérurgie : oui au maintien de tous les emplois, non aux chiffres des experts patronaux, non au plan patronal. Et pour l'avenir, pas de bataille sur des chiffres opposés aux autres : l'exigence de la levée du secret sur les dossiers, la gestion, les projets, avec un débat public sur les besoins en équipements non satisfaits, de nouvelles relations internationales, la coordination avec les autres travailleurs en Europe.

Chaque point d'accord poussait à l'approfondissement du débat. Le rôle des coordinations entre militants « *lutte de classe* » dans les syndicats fut particulièrement souligné. Avec les énormes responsabilités qui leur incombent dans la situation actuelle : souvent militants expérimentés de la CFDT ou de la CGT, les participants en savaient quelque chose !

La question d'un nouveau parti ouvrier, en revanche, fut moins approfondie : pour tous le problème existe ; mais les réticences, pour certains, sont fortes... Tous étaient cependant d'accord pour en débattre, à l'avenir, en liaison avec une coordination au sein des luttes elles-mêmes.

Et rendez-vous fut pris pour une nouvelle réunion fin mars. A laquelle chacun, après ce premier contact unitaire local, pourra amener bien plus d'invités.

P.R.

\*A l'initiative de la LCR et du courant D du PSU a eu lieu en Lorraine, les 26 et 27 juin 1982, une conférence ouvrière ouverte à des inorganisés (*Rouge* du 3 juillet). Depuis, un groupe de liaison permanent permet aux militants du PSU et de la LCR de poursuivre leurs discussions et de se coordonner. C'est dans ce cadre qu'avait été décidé d'essayer de réaliser une première prise de contact unitaire à Longwy.

20 mois  
après le 10 mai  
reportage

## Appel de Rouen

# « Le changement, nous l'attendons toujours. Alors le 22, nous le dirons à ceux que nous avons élus »

Lancé il y a trois mois par mille travailleurs de la région rouennaise, l'appel adressé à F. Mitterrand et aux députés du PCF et du PS a été largement repris dans plus de 50 départements, dans de nombreuses entreprises ou branches, métallurgie, chimie, automobile, à la SNCF, aux PTT... Samedi 22

janvier, une délégation nationale de tous ceux qui l'ont fait signer remettra les pétitions aux groupes parlementaires du PS et du PCF à Paris. Nous avons demandé à José, cheminot, militant rouennais du collectif des mille, de répondre à nos questions.

• Quelle signification voulez-vous donner au 22 janvier ?

— On parle peu de l'appel des mille de Rouen dans la presse nationale à grand tirage. Beaucoup moins en tout cas que des innombrables sondages qui veulent rendre compte de l'« état d'esprit des Français » après avoir questionné un « échantillon de mille personnes représentatives » !

Pour nous, l'appel des mille est un peu à l'inverse d'un sondage. Nous, nous avons consulté les travailleurs à la base, nous leur avons posé les questions réelles auxquelles ils font face aujourd'hui, et discuté souvent longuement avec eux avant qu'ils signent la pétition dans laquelle ils affirment : « Oui, le changement nous l'attendons toujours, il faut s'attaquer aux patrons pour en finir avec l'austérité. » Ils sont 40 000 qui ont signé cette affirmation.

Alors le 22, nous allons le dire à ceux que nous avons élus ! C'est notre droit le plus élémentaire. Nous les avons élus contre la droite, comme nous luttons dans les entreprises depuis des années contre les patrons, contre la droite, pour la défense de nos revendications. Alors on veut savoir où on en est précisément. On veut en finir avec le double langage qui fait dire par exemple à M. Bérégovoy du PS : « Oui, il y a un sabotage du côté des patrons », sans en tirer de conséquences réelles, et à R. Leroy du PC : « Le message de vœux du président va dans le bon sens », alors qu'ils justifient toutes les mesures d'austérité qui favorisent les patrons aux dépens des travailleurs.

S'ils sont du côté des travailleurs, c'est pour le contraire que nous les avons élus, il faut le leur dire et le leur répéter. C'est une démarche tout à fait démocratique, non ? Surtout à la veille des municipales, où, de nouveau, nos votes sont sollicités, dans une campagne politique, pour de nouveaux mandats.

• Une « délégation » le 22 janvier, n'est-ce pas une délégation de plus ?

— Notre but n'est pas de faire une démonstration de force militante ce jour-là. Nous n'avons pas besoin de démontrer. Nous irons porter 40 000 signatures et ceux que nous rencontrerons à l'Assemblée savent très bien que l'appel de Rouen a fait du bruit dans la plupart des villes et entreprises où il a circulé et qu'ils connaissent bien eux-mêmes. On vaut aller à Paris avec une délégation représentative des entreprises où la pétition a été signée, dans la métallurgie, l'automobile, la SNCF... entre autres, parce que nous rendrons compte intégralement et publiquement ensuite dans les villes et entreprises, à tous les signataires, à tous les travailleurs, des fruits de notre démarche.

### 40 000 travailleurs nous ont donné ce mandat

Nous savons bien que c'est très difficile à réaliser, un salarié ne peut se payer un voyage de mille kilomètres sans rogner sur son budget, et même ses congés pour certains. Entre parenthèses, ça nous fait toujours serrer les poings quand on voit les patrons organiser sans problèmes un rassemblement de 20 000 personnes, tous frais payés, comme il l'ont fait récemment dans la région parisienne. Cela coûte un fric énorme, et ces fonds-là, en plus, viennent de l'exploitation des travailleurs qui bossent tous les jours dans les boîtes qui « appartiennent » à ces messieurs. Nous, les travailleurs, on n'a pas ces moyens-là : c'est beau la démocratie !

Nous, on sera beaucoup moins à Paris, mais nous espérons que ceux que nous avons élus comprendront que, par contre, nous représentons une force beaucoup plus considérable. Mitterrand disait après le 10 mai, en gros, qu'« enfin la majorité en place correspondait à la composition sociale du pays ». La conséquence devrait être simple à tirer pour savoir quelle politique il faut faire !

• Quels sont vos projets après le 22 janvier ?

— D'abord un tract national rendant compte de notre démarche pour distribuer partout où l'appel a été signé. C'est pourquoi j'insistais sur notre volonté de constituer une délégation représentative le 22. Il faudra pouvoir discuter, expliquer, répondre aux questions des signataires dans les entreprises au retour, en distribuant le tract. Evidemment, tout ça, avec les voyages en plus, coûte cher, j'en profite pour demander à tous les signataires d'apporter leur soutien financier à l'appel au CCP de l'appel.

Et puis, dans les semaines qui viennent, le débat politique sera intense pour la campagne des municipales. Nous, on a un mandat, c'est l'appel des mille, nous demanderons inlassablement à toutes les listes ouvrières de le prendre en compte, et d'y répondre, cela publiquement, afin que les travailleurs jugent et votent en connaissance de cause. Car parmi ceux qui ont signé l'appel, certains votent pour le PC, d'autres pour le PS, ou des listes d'extrême gauche mais nous sommes tous d'accord sur deux points : il faut tout faire pour battre la droite et nous ne donnons pas nos suffrages à ceux que nous élisons pour mettre en œuvre une politique qui profite aux patrons et décourage les travailleurs.

Et puis, il est évident que sur une entreprise ou une ville où l'appel a été signé, ça laisse des traces. Les signataires se retrouvent quotidiennement, dans leurs syndicats, au cours des luttes, dans les discussions, à l'atelier ou à la cantine... c'est un engagement qu'on a tous pris en commun en signant.

Voilà. Je voudrais finir en insistant à nouveau sur le 22. Nous savons très bien que c'est un gros effort, financier, militant, que nous demandons aux camarades que nous appelons à venir à Paris en délégation. Mais la signature de l'appel le montre, nous représentons du monde. Nous voulons que ça se voit. Que chacun monte par exemple avec un badge bien visible qui représente la boîte d'où il vient, et donc les signataires qu'il représente. 40 000 travailleurs nous ont donné ce mandat, notre première tâche est de le remplir. Soigneusement.



## La séquestration du sous-directeur d'Usinor

### • 200 ouvriers ont fait reculer le gouvernement

Longwy, les 7 et 8 janvier, séquestration du sous-directeur d'Usinor, avec occupation des bureaux. Une affaire rondement menée. Et terminée par un succès.

Vers 11 heures, vendredi 7, ceux de la fonderie de Gorcy (sous-traitant d'Usinor pour les cylindres de laminoirs) ont traversé la ville avec un cortège de voitures et à grand renfort de klaxons. Ils allaient aux grands bureaux d'Usinor exiger de rencontrer la direction pour avoir leur emploi garanti : depuis six mois, ils sont balladés de bureau en bureau, de Paris en Lorraine et retour, sous la menace constante de licenciements.

Devant l'attitude de la direction qui « refusait de prendre position dans des problèmes qui ne la concernaient pas », ils décident de séquestrer le sous-directeur ainsi que le chef du service de surveillance jusqu'à ce que leurs exigences soient satisfaites.

L'action est menée avec une unité remarquable : CFDT et CGT, unies, ont amené la CGC et FO à se joindre à la lutte. Des sections CGT et CFDT voisines les soutiennent, de même que l'Union locale CFDT. En revanche, les responsables en titre de la CGT d'Usinor et de l'Union locale CGT ne viendront que 24 heures plus tard, sur la fin de la matinée du samedi. Au moment du dénouement.

Pendant plus de 24 heures, les exigences étaient élémentaires mais nettes : qu'une table ronde se tienne entre les responsables du service fonderie d'Usinor, les représentants des travailleurs de la fonderie de Gorcy, des pouvoirs publics, et des experts choisis par l'intersyndicale pour étudier les problèmes économiques.

### « Sous réserve de l'accord d'Usinor »...

En fait, « soit Usinor fait pression, soit les pouvoirs publics sont d'accord », disent les travailleurs, qui voient bien comment Usinor veut fermer leur entreprise. Ne leur a-t-il pas été « garanti » qu'Usinor leur procurerait « un reclassement », durant toute l'année 1983 ? A des conditions qu'ils n'acceptent pas, cependant : « 93 à Dunkerque, une douzaine ailleurs, etc. »

Ils refusent aussi les arguments sur la compétitivité de leur entreprise : « Qui prouve que les investissements à faire chez nous, où les conditions de travail sont inacceptables, sont plus gros que ceux pour telle ou telle fonderie d'Usinor ? On doit avoir le droit de contrôler ça. »

« D'ailleurs, ajoutent-ils, il faut réorganiser leur propre fonderie car elle comporte un contremaître pour trois ouvriers et un ordinateur (pour 280 personnes) que la direction ne sait même pas utiliser pour traiter les salaires... »

Vers onze heures, « Matignon » se manifeste. Un coup de téléphone pour dire trois choses : « La séquestration est intolérable ; si la libération est immédiate, l'étude par les experts choisis par l'intersyndicale sera poursuivie, sous réserve de l'accord d'Usinor ». Cela permettrait de « tenir ensuite la table ronde demandée, à Paris ».

Personne ne s'y trompe : le gouvernement « bouge » pour que cessent l'occupation et la séquestration. En même temps, « il faut faire supprimer cette phrase sur Usinor », « oui, Mauroy a les moyens de l'imposer s'il veut », « sinon il y a là un piège ! ». Quant à la table ronde, pas à Paris, en Lorraine, et même à Longwy...

Après discussion au téléphone, nouvelle assemblée générale. Accord gouvernemental sur tout : Usinor est d'accord. Reste un seul point flou : la table ronde sera en Lorraine mais peut-être pas à Longwy. Malgré tout, explique le secrétaire de la CFDT, porte-parole de l'intersyndicale, il a été exigé que tous ces engagements soient écrits et envoyés immédiatement en télex.

Succès, donc. Du coup, les flics, qui étaient en route vers Longwy, ne recevront pas l'ordre d'intervenir. Ce qui révèle les fluctuations au sein même du gouvernement au cours de cette matinée de samedi...

### « Cette majorité » !

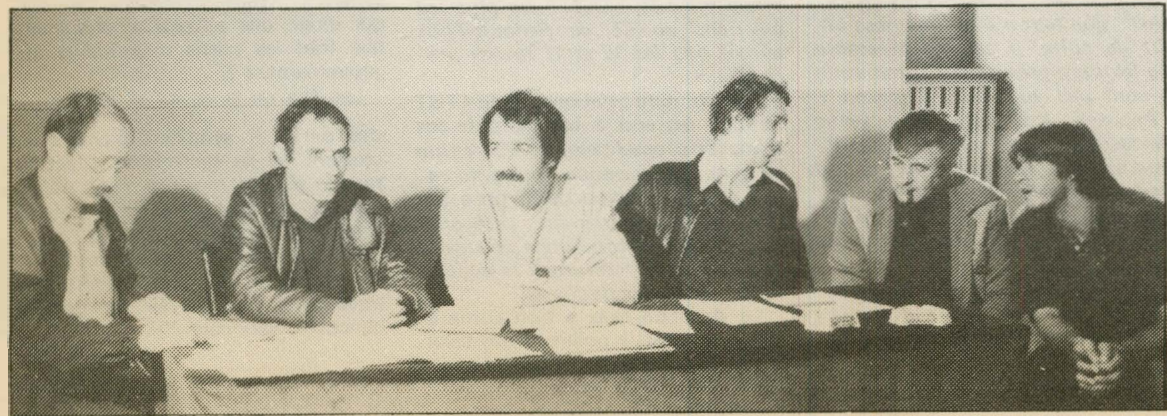
Les commentaires étaient clairs et nets : « Cette majorité de gauche laisse en place tous les anciens directeurs. S'il y avait concordance entre majorité de gauche et travailleurs, il ne faudrait pas faire pression. Ce serait le PC et le PS qui feraient appel à nous quand ils rencontrent des obstacles. Ce serait le contraire de maintenant. Mais, pour le moment, les travailleurs ne réagissent pas assez. »

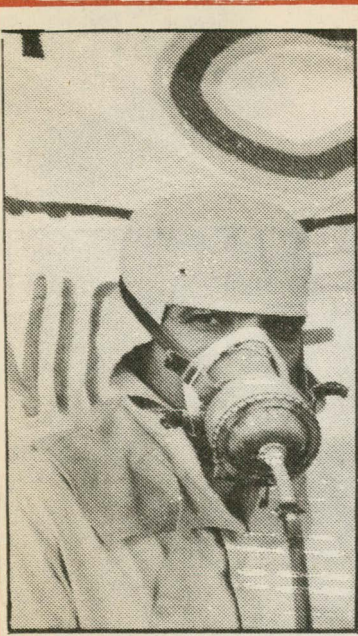
Cependant, un militant d'Usinor, largement approuvé par plusieurs autres ouvriers présents, ajoute : « Voilà qui montre comment on devrait agir à Usinor. Ce résultat fera discuter à l'usine. »

Ces temps-ci, en effet, de multiples actions ont eu lieu. Minoritaires, mais portées par des militants et sections de base de la CGT et de la CFDT cherchant à développer la mobilisation... Nous aurons l'occasion d'y revenir la semaine prochaine.

P. R.

Pour les contacter, écrire à G. Quillaud, BP 41 76301 Sotteville-lès-Rouen.  
Ils ont besoin de soutien financier : la correspondance et les tracts coûtent cher : G. Quillaud CCP 14 15 64 C Rouen.





## UN TEST

**D**E nouveau des grèves à Renault. De nouveau un lock-out à Flins et des menaces semblables contre les grévistes de Billancourt.

Cela n'est en rien une décision de la seule direction de la Régie. Mais directement la traduction des choix du gouvernement.

Par leur action, les peintres de Flins et de Billancourt mettent en cause l'accord salarial proposé aux syndicats par la direction pour 1983. Celui-ci, en effet, applique en les « améliorant » les consignes du CNPF et du gouvernement.

7 % d'augmentation des salaires pour l'année, avec la possibilité d'y ajouter 1,5 % au titre de « la compétitivité » comme le recommande Jacques Delors.

C'est la première fois que cette majorité veut imposer ainsi que le simple maintien du pouvoir d'achat — autour de 8 % sur l'année — soit suspendu « à la marche de l'entreprise ». Et ce n'est pas pour rien que cela est testé à la Régie Renault, trop souvent présentée comme « une nationalisation modèle ».

Ces propositions ne pouvaient pas être signées. Les syndicats s'y sont donc refusés. C'est dans ce contexte que les dernières grèves ont démarré : la politique patronale de la direction qui impose le tassement des salaires vient s'ajouter à la disparité des qualifications, des coefficients suivant les ateliers... Et le ras-le-bol est profond chez les travailleurs.

Le lock-out quasi instantané qui a suivi le début de la lutte ne laisse donc aucun doute : en frappant dix mille travailleurs, il s'agissait d'imposer une décision politique. Eviter de mettre en déséquilibre l'organisation de l'austérité.

D'où ce « tir groupé contre les grévistes » (voir notre revue de presse) qui ressemble, en un seul chœur, « le Figaro », « l'Humanité », les directions nationales de la CGT, de la CFDT, du PS et du PC.

Quelle unanimité pour défendre la politique d'austérité !

M. M. et P. R.

## RENAULT

# Des grèves d'atelier contre la politique salariale

• Par le lock-out de Flins, la direction et le gouvernement veulent imposer l'austérité

**M**ERCREDI 12 : les chaînes sont arrêtées depuis le lundi 10 à Renault-Flins. A Billancourt, elles sont arrêtées depuis cet après-midi.

A Flins, après le lock-out, les négociations sont au point mort. A Billancourt les discussions ouvertes n'ont abouti pour le moment à rien. La direction menace en termes voilés d'utiliser l'arme du lock-out.

A Flins, les travailleurs ont été surpris par le lock-out immédiat de la direction. « Ils ont tiré les leçons d'avril 1982 plus tôt qu'on ne le pensait. » « Craignant que le mouvement à l'atelier peinture fasse boule de neige, entraînant d'autres secteurs dans la lutte, ils préférèrent perdre des milliers de voitures que de discuter de nos revendications. »

Une seule assemblée générale de secteur, sans proposition précise, avait pu se tenir avant que la direction renvoie les travailleurs chez eux. Aujourd'hui mercredi, la grève se continue à 250 à l'atelier peinture, à 100 au centre livreur, à 60 à l'électrolyse. La grande masse des lockoutés, environ dix mille, restent chez eux ; l'usine est presque déserte.

### Tous les travailleurs de la Régie concernés

Comme généralement à la Régie, c'est en coefficients que sont formulées les revendications salariales. Mais la direction refusant toute remise en cause de la grille, les grévistes de la peinture ont fait, lundi après-midi, une proposition « pour avancer ». Discuter d'augmentations chiffrées en « abandonnant les revendications en coefficients » (185 pour les ponceurs, 195 pour les peintres en laque). Augmentation de la prime de nuisance, prime de vie chère de 300 F pour tous. Résultat néant. La direction ne veut pas plus entendre parler de remise en cause de sa politique salariale 1982-83, de la grille des salaires.

La situation est pour le moment bloquée.

A Billancourt, les travailleurs de l'atelier peinture réclament l'intégration d'une prime de 180 F à leur salaire. La discussion ouverte n'aboutit



pour le moment à rien.

Ces deux mouvements, dans deux entreprises des plus importantes de la Régie, touchent directement la politique de salaires recommandée aujourd'hui par le CNPF et le gouvernement ensemble.

La « grève bouchon » n'a pas incité les travailleurs à lutter ensemble : « A quoi bon se mettre en grève puisque la production est bloquée. » Pourtant, la quasi-totalité des travailleurs de la Régie se sentent directement concernés par le mouvement en cours.

A Renault-Cléon (Seine-Maritime), les discussions vont bon train dans les ateliers. « Les gars de Flins ont raison, les accords de salaires proposés sont insupportables. » A Renault-Sandouville, l'écho chez les militants CGT est important. Ils avaient mené bataille en premier contre toute acceptation par la CGT des propositions salariales de la direction de la Régie, le fameux 7 + 1,5 %.

### Construire le rapport de forces

Mais les travailleurs sont en même temps parfaitement conscients que l'obstacle auquel ils se heurtent est d'importance.

« La direction de Flins a été mise

en place sous Giscard, ils continuent donc la même politique », est une réflexion courante. C'est le gouvernement qui, fort de son crédit chez les travailleurs, a légalisé les contraintes salariales qu'applique aujourd'hui la direction de la Régie.

Les directions syndicales à l'échelle du trust, si elles ont pour le moment refusé de signer les accords, n'avancent aucune proposition d'action pour imposer les revendications qu'avancent les travailleurs dans la lutte.

La division syndicale, à Flins est aussi un obstacle. C'est dans l'unité, avec leur syndicat que les travailleurs affronteront la direction avec efficacité.

Face à une direction qui bloquera tout changement, en l'absence de proposition des directions syndicales, qui cautionnent la politique gouvernementale, les travailleurs ressentent à la fois l'importance d'une riposte ensemble, et son absence à l'heure actuelle.

Aujourd'hui à Flins et à Billancourt, ce sont des ateliers, séparés, qui s'affrontent à une politique d'ensemble. Pour construire le rapport de forces nécessaire face à la direction de la Régie, il faut partir de cette réalité-là pour avancer. A Flins, ne serait-il pas favorable pour leur lutte

que les travailleurs de l'atelier peinture, du centre livreur et de l'électrolyse se rencontrent pour discuter tous ensemble de leurs moyens de lutte contre une même politique. Ce serait le meilleur moyen de dépasser les réactions catégorielles qui se font jour aujourd'hui.

Et puis ne serait-il pas profitable pour la lutte de tous les travailleurs de la Régie que ceux des ateliers peinture, à Flins, à Billancourt, se rencontrent pour échanger leur expérience et s'adresser à tous ceux de Renault, pour regrouper les forces pour la lutte.

Flins, Billancourt, deux luttes d'ateliers contre une politique salariale. Deux tests d'un refus beaucoup plus vaste, parmi les travailleurs de la Régie, des conditions de salaire qui leur sont imposées aujourd'hui, une démonstration de la lutte est possible. Un exemple supplémentaire pour affirmer que oui, il faut regrouper les forces afin de battre en brèche des mesures qui s'attaquent à tous.

Michel Morel

Dernière minute : A Flins, la direction propose la réouverture des négociations ce mercredi soir, 18 h.

## ► Du Figaro à l'Huma en passant par le PS

**O**N se demande déjà, en ce début d'année, comment, avec de tels conflits, l'industrie automobile française pourra se redresser. On en arrive en fait à cet incroyable paradoxe : alors que la demande est là, les perturbations sociales empêchent les constructeurs français de livrer. » Dès le lundi 10, dans le Figaro, la droite agresse ceux de Flins en grève et place le gouvernement devant la seule exigence : les faire travailler.

Mardi, dans le même journal, on enfonce le clou : « Les comptes de la Régie ne sont pas au mieux et J. Delors, le ministre des Finances, ne prêche-t-il pas depuis des mois la modération en ce qui concerne les augmentations de salaire ? D'autant que les salariés de Renault ont bénéficié l'an passé d'une revalorisation de 12 % de leur traitement, chiffre qui n'a rien à envier à la moyenne nationale. » C'est clair ?

Et la droite, qui prêche la rigueur, en profite pour attaquer le gouvernement en son nom : « Le principal

facteur de conflit risque bien d'être, dans les semaines et les mois à venir, l'attitude même du gouvernement. Après avoir semé l'espoir et les illusions en mai 1981, il tente aujourd'hui d'appliquer une politique qui se traduira par la baisse du pouvoir d'achat de nombreuses catégories... », lit-on dans le Quotidien de Paris du mercredi 12.

Le Figaro ne rate pas son coup de griffe aux travailleurs immigrés : « Le gouvernement a fait comprendre à la plupart des "acteurs du changement" que tout n'était pas possible tout de suite, il est incontestable que les immigrés dans l'automobile ne sont pas au même diapason. »

Accusés, les partis majoritaires s'excusent : « Le conflit Renault-Flins arrive au pire moment, quand l'industrie française était en train de reconquérir son marché », déclare J.-P. Bachy, secrétaire national du PS responsable du secteur entreprise, en regrettant que les revendications de ceux de Flins soient posées en termes salariaux et non qualitatifs.

Le PCF, dans l'Humanité du samedi 8, apporte sa contribution et met en doute le bien-fondé de la lutte. « La CFDT affirmait hier dans un tract que lorsque les peintres de Renault-Flins demandent une nouvelle augmentation de 300 F, ils disent que toutes les propositions de la direction pour 1983 ne sont pas suffisantes. N'est-ce pas plutôt pour tenter de masquer l'action de masse que vient de lancer la CGT (à propos des accords salariaux à la Régie Renault, NDLR) ? De plus les élections au CE de Renault-Flins auront lieu les 16 et 17 février prochain... »

Le secrétariat national de la CFDT Métaux reprend à son compte les arguments essentiels du PC : « Une certaine concurrence intersyndicale » explique l'importance prise par « un conflit purement catégoriel portant sur les conditions de travail de l'atelier de peinture et la qualification de ses salariés ».

La direction Flins a bien compris, elle, que c'est la politique des salaires qui est en cause. C'est la raison

du lock-out pour éviter que le mouvement ne s'étende. « Etant donné la portée nationale de la question, le gouvernement aurait peut-être son mot à dire. Il nous semble

préoccupant qu'au lieu de discuter sérieusement de leurs revendications, le premier acte d'une entreprise nationale soit le lock-out dans, en plus, la situation actuelle de la crise de l'automobile. » C'est Paul Laurent PCF, qui parle. « Préoccupant » ? Quelle diplomatie ! Au fait qui dirige une entreprise nationale, que font les partis majoritaires au gouvernement ?

Les tirs de la droite et les reculs des partis et syndicats ouvriers se croisent et se renforcent. C'est la rançon pour la majorité d'une politique qui consiste à mettre en œuvre l'austérité visant à gérer la crise, pour que les entreprises tournent. Elle tourne le dos aux intérêts des travailleurs, sur un air de grande concorde nationale.

M. M.



# Corse: l'attente

A entendre la plupart des commentateurs, les Corses dans leur immense majorité, approuveraient les dernières dispositions du gouvernement et les clandestins du Front de libération nationale seraient totalement isolés. Pourtant, les manifestations antinationalistes de Corte et Petreto-Bicchisao qui n'ont rassemblé que quelques centaines de participants, les 6 et 8 janvier, démentent ces belles certitudes.

Certes, la population de l'île est aujourd'hui dans l'expectative. L'orientation du FLNC y est pour beaucoup. Ses méthodes d'action — attentats contre des cibles peu significatives, racket... — ne sont guère susceptibles de provoquer une mobilisation. Elles permettent même n'importe quelle provocation. Quant aux mots d'ordre à tonalité chauvine — « les Français dehors » — ils ne peuvent que diviser les Corses et agir comme un révélateur de l'extrême faiblesse politique du programme du front. Le mouvement nationaliste et sa principale expression publique, la Consulta des comités nationalistes (CCN) paraissent actuellement traversés par un débat d'autant plus âpre que l'offensive policière contraint les militants à effectuer au plus vite des choix décisifs pour l'avenir.

Il reste qu'on aurait tort de s'arrêter à cette seule réalité. Car, au-delà de ces événements, le mouvement nationaliste est l'expression de la situation des insulaires après des siècles de tutelle française. Il faut en effet savoir que selon les dernières statistiques de l'INSEE, il y avait en Corse, en octobre 1982, 9 200 chômeurs enregistrés, sur une population active de 81 000 personnes. Leur nombre progresse deux fois et demi plus vite qu'en

métropole. Et le revenu par habitant est de moitié inférieur à celui de la moyenne des Français.

Dans de telles conditions de « sous-développement » économique, une série de catégories sociales, parmi les plus touchées, se tournent vers les indépendantistes. Ceux-ci disposent d'une indéniable sympathie auprès des jeunes chômeurs, des jeunes paysans — qui voient les grandes propriétés entre les mains de non-Corses — des étudiants et lycéens qui ne trouvent aucun débouché à la fin de leur scolarité. Quelques faits sont significatifs. A l'université de Corte, la Consulta di studenti corsi, le syndicat nationaliste, a recueilli 70 % des voix aux dernières élections. Et chacun sait que l'Union des lycéens (ULC), de même tendance, est actuellement capable de mettre en grève la plupart des lycées.

## Une indéniable audience

De plus en plus, les espoirs que beaucoup entretenaient quant à la capacité des vainqueurs de Giscard d'introduire le changement dans l'île sont en train de s'effondrer. Combien pensent maintenant comme cet enseignant du lycée Casabianca de Bastia : « Le statut, c'est du bidon, et l'assemblée un repaire de vieux politiciens qui n'ont pas le courage de frapper sur la table pour obtenir un minimum de moyens. » Recevant, le 11 janvier, les membres du bureau de l'assemblée régionale, Pierre Mauroy n'a pu promettre qu'une aide financière destinée à la recherche d'un local pour cet organisme.

Le meilleur indice de l'influence des nationalistes, c'est qu'ils ne

sont l'objet apparent d'aucun rejet massif dans la population. « Les pères sont autonomistes, les fils indépendantistes », entend-on fréquemment. Même le RPR, dans son récent rapport consacré à la Corse, reconnaît implicitement cet état de fait : « Les noyaux durs (du FLNC) sont connus de la police, des dirigeants politiques, des habitants des villages où ils vivent. »

La voie choisie par Mitterrand et Mauroy est, pour cela, sans issue. Tout comme celle adoptée localement par le PS et le PC. Plutôt que de demander la pleine reconnaissance des droits nationaux du peuple corse, ils préfèrent

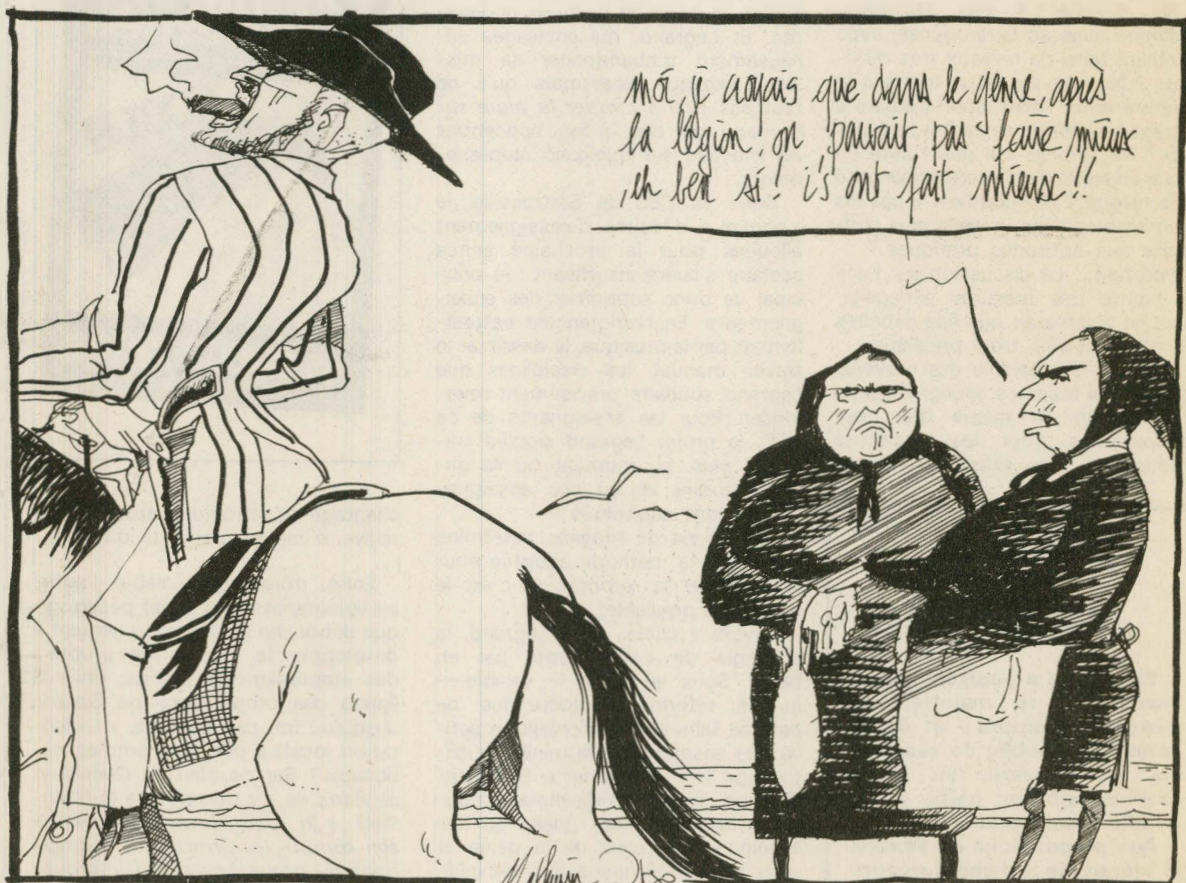
en appeler à l'« isolement des terroristes ». Une affiche du PCF placardée à Bastia et Ajaccio, retrouve de bien sinistres accents : « Les pseudo-révolutionnaires du FLNC constituent un groupe de factieux utilisant les méthodes du fascisme avec la lâcheté de la Mafia. »

Seule la droite peut retirer quelque bénéfice de ce discours. On a déjà vu, à Corte, comment le RPR a noyauté la manifestation du 6 janvier dont le mot d'ordre dominant fut : « Oui à la Corse française. »

Mais il y a pire. Le langage « musclé » des deux principaux partis ouvriers français, rejoints

par les structures régionales de la CGT et de la FEN, peut favoriser toutes les menées réactionnaires. Déjà, un mouvement baptisé France-Résurrection, qui pourrait bien n'être que la couverture des barbouzes de l'ex-SAC, menace : « Pour un continental racketté, plastiqué ou blessé, un responsable ou sympathisant du FLNC ou autres nationalistes corsés subiront de notre part les mêmes exactions. » Un avertissement qu'il faut prendre au sérieux et qui permet de mesurer la responsabilité écrasante des formations au pouvoir depuis le 10 mai.

C. P.



## L'heure des super-flics

Il s'agit de dénoyauter le terrorisme, mais sans faire de dragonnades », indiquait François Mitterrand lors du Conseil des ministres du 5 janvier qui décida la dissolution du FLNC. Une semaine après, les précautions de langage ne sont plus de mise. Procédant, le 10 janvier, à l'installation du nouveau préfet « chargé des problèmes de police », le secrétaire d'Etat à la Sécurité publique, Joseph Franceschi, menaçait : « Ces mesures sont adaptées au niveau actuel de la situation et il est entendu (...) que nous sommes prêts, dans le cadre de la légalité républicaine, à faire un effort encore plus important si les circonstances l'exigeaient. » Et il ajoutait : « La Corse ne sera pas l'Irlande. » Petite phrase qui ne peut qu'inquiéter car elle semble signifier que le gouvernement est prêt à utiliser des méthodes similaires à celles de madame Thatcher à Belfast.

Procès d'intention ? Nullement. Car on connaît maintenant la nature du dispositif d'exception instauré dans l'île et dont la nomination de Robert Broussard n'est que la manifestation la plus spectaculaire.

Déjà, à elle seule, la désignation du « super-flic » de Giscard — que les Corses ont immédiatement surnommé « John Wayne » — était éloquent. Responsable de la fusillade du Thélème en 1975, puis, la même année, de la mort « par erreur » d'un policier non membre de son service, exécuté du trand Mesrine, impliqué dans l'affaire de Broglie, l'ancien patron de la brigade antigang est l'un des plus beaux fleurons de la haute hiérarchie policière.

Dans le même mouvement, le commandement de l'ensemble des forces de l'ordre a été réorganisé (SRPJ, DST, renseignements généraux, gendarmerie...). Broussard pourra même avoir recours au célèbre groupe d'intervention de la gen-



Broussard et Franceschi.

darmerie nationale (GIGN) et réquerir l'assistance du 2<sup>e</sup> régiment étranger de parachutistes (2<sup>e</sup> REP), cette unité de la Légion basée à Calvi et composée de professionnels entraînés au combat de commando. Une force qui, pour les insulaires, symbolise une occupation de caractère colonial.

Pour mieux faire passer la pilule, on a adjoint au « commissaire-la-bavure » des fonctionnaires d'origine corse. Méthode à laquelle tous les régimes dans le passé ont eu recours. Mais la biographie des promus témoigne, mieux que de longs discours, d'un retour aux pratiques du passé. Ainsi Ange Mancini, le

nouveau directeur du SRPJ, était en 1978 le chef de la section antiterroriste (SAT) de la brigade criminelle. Quant à Dominique Rossi, responsable de la DST, il avait été chargé par le régime précédent de la division « B2 » du contre-espionnage, celle devant s'occuper des « mouvements subversifs ».

Avec les mesures prises le 5 janvier, on assiste à l'achèvement d'un tournant inauguré en août 1982. Sous prétexte de lutter contre la recrudescence des attentats, le nouveau pouvoir avait entrepris de renforcer les appareils répressifs de l'Etat. Fichier informatisé, développement des effectifs policiers, militarisation accrue du pays par le rôle nouvellement dévolu à la gendarmerie, rationalisation des services de renseignement figuraient parmi les principales mesures (1). Evidemment, une telle orientation signifiait l'abandon définitif de toute velléité de réformes démocratiques dans ce secteur décisif pour la classe dominante. Ce que reconnaît désormais Joseph Franceschi, l'homme qui attachera son nom à cet aspect de la politique gouvernementale : « Mes successeurs n'auront pas besoin de changer une seule tête » (Le Nouvel Observateur du 8 janvier). La droite peut être rassurée.

Nous avions dit, il y a quelques mois, que la logique du renforcement de l'appareil coercitif conduirait inexorablement la majorité à s'affronter à certaines fractions du mouvement populaire. C'est ce qui est en train de se passer.

C. P.

1. Voir « Critique communiste » de novembre 1982.

## Ajaccio et Nouméa

NOUMEA, Ajaccio : comment ne pas faire le rapprochement ? Certes, les conditions historiques qui président au surgissement du mouvement populaire, la structuration et les objectifs de ce dernier, les formes de la domination française en Corse et en Nouvelle-Calédonie ne sont d'aucune manière assimilables. Il reste que la politique gouvernementale actuelle crée au moins trois points communs.

1 Embourbés dans leur volonté de se concilier la classe dominante, voulant faire la preuve de leur aptitude à défendre l'intégrité de l'Etat bourgeois — et donc de l'ensemble de ses composantes — les vainqueurs du 10 mai se sont, depuis vingt mois, révélés incapables de répondre aux plus profondes aspirations des peuples concernés. Par-delà toutes les différences, les réformes entreprises sont restées formelles. Les structures économiques, sociales, politiques contre lesquelles se dressent les populations sont demeurées intactes. Il en résulte une situation de pourrissement, source de vives tensions et d'affrontements sanglants. Le fait que ces actions ne créent pas les meilleures conditions pour un essor des mobilisations de masse ne peut faire oublier cette réalité essentielle.

2 L'impasse est aujourd'hui telle que le nouveau pouvoir en arrive à reprendre strictement à son compte les pratiques

du régime précédent. Si deux gendarmes sont morts dans le Pacifique, c'est parce que le représentant du gouvernement a tenté, par la force, de réduire le combat de villageois kanaques contre un gros propriétaire local. En Corse, l'heure a de nouveau sonné pour les parades policières qui annoncent une intensification de la répression et une multiplication des arrestations. Dans ces deux territoires, la majorité ne peut même plus dissimuler ses capitulations derrière un discours généreux. Comme sur le plan économique, elle ne tient plus que le langage du gestionnaire, c'est-à-dire celui de la défense des intérêts dominants.

3 Procédant ainsi, les dirigeants socialistes et communistes font le jeu de la droite. Celle-ci utilise toutes les difficultés du gouvernement pour nourrir sa campagne électorale, à trois mois des municipales. Elle exploite cyniquement les déclarations gouvernementales pour remettre en cause toutes les concessions faites ces derniers mois, y compris les plus minimes. Car elle sait que ruiner les espérances du 10 mai est un des plus efficaces moyens de préparer son retour aux affaires.

Tout ce gâchis n'a-t-il pas trop duré ? N'est-il pas enfin temps de lutter pour un changement de politique dans tous les domaines ?

Christian Picquet

## ECOLE

# Le projet Legrand: Une pédagogie de l'austérité ?

• Dans la presse de gauche, on qualifie volontiers de « révolutionnaires » les propositions faites par Legrand, pour mieux s'en prendre aux enseignants « corporatistes »

**S**AVARY dira avant le 25 janvier ce qu'il retiendra des propositions de Louis Legrand. L'empressement du ministre laisse supposer qu'il a déjà adopté le projet, pour l'essentiel. Un projet que la presse de gauche qualifie volontiers de « révolutionnaire »...

Ne concilie-t-il pas l'exigence égalitaire (classes hétérogènes) avec la réalité faite de niveaux très différents ? Ne met-il pas un terme à la coupure entre l'instruction (réduite à la transmission du savoir) et l'éducation ? Ne valorise-t-il pas l'unité de l'acte éducatif par l'interdisciplinarité et le tutorat ? Ne modifie-t-il pas les programmes dans un sens plus conforme aux aptitudes pratiques ?

Pourtant... La discussion sur l'une ou l'autre des mesures pédagogiques ne réserverait-elle pas des déboires s'il n'y était mis trois préalables.

D'abord le préalable des moyens. Legrand lui-même a souligné que la France était en queue des pays comparables pour les dépenses d'éducation ; les effectifs d'élèves

dans les classes y sont parmi les plus lourds. Et si on commençait la réforme par là ?

Dans ses premières propositions, Legrand avait chiffré à 30 000 le nombre de postes à créer dans les CES pour engager sa réforme. Depuis, il y a eu la dévaluation de juin et son cortège de mesures d'austérité. Et Legrand, qui envisageait sérieusement d'abandonner sa mission, explique désormais qu'il ne faut pas « faire tomber la pluie sur la mer » : en clair, il faut concentrer les moyens sur quelques établissements...

Dans un CES de Sartrouville, le « paquet » d'heures d'enseignement allouées pour la prochaine année scolaire s'avère insuffisant : le principal va donc supprimer des enseignements. En commençant naturellement par la musique, le dessin et le travail manuel, les disciplines que Legrand souhaite précisément revaloriser. Pour les enseignants de ce CES, le projet Legrand signifie travailler plus, au moment où ils gagnent moins et où des enseignements sont supprimés !

La pénurie de moyens détermine largement la méthode adoptée pour faire passer la réforme, et c'est le deuxième préalable.

Savary a choisi, avec Legrand, la stratégie de « la réforme par en bas ». Sous la raison — valable — qu'une réforme démocratique ne peut se faire sans l'intervention active des enseignants, le ministère encourage le « volontariat ». Et il conditionne l'obtention de moyens nouveaux aux initiatives prises par les enseignants. Prenez de la peine et vous serez récompensés. C'est inefficace et inacceptable.

Inefficace car, dans le meilleur des cas pour Legrand, si tous les établissements suivaient d'un seul mouvement ses recommandations, il n'y aurait pas de moyens pour les satisfaire tous : retour à la case départ. Déjà, nombre de CES qui ont défini des projets se sont vus refuser les crédits nécessaires à leur réalisation.

Inacceptable, car les besoins des écoles ne dépendent pas que des projets pédagogiques. Ils sont importants pour l'ensemble des écoles. Le

Vient de paraître numéro spécial



chantage pédagogique aux moyens relève d'une politique de division.

Enfin, troisième préalable, l'appel au volontariat et au projet pédagogique débouche sur l'encouragement à développer le « caractère propre » des établissements publics, dans la lignée des propositions de Savary. Jusqu'où ira, par exemple, « l'adaptation locale » des programmes nationaux ? Sur ce plan, le *Quotidien de Paris* ne s'y trompe pas (8-9 janvier) : « Si Alain Savary reprenait à son compte les principales dispositions du projet Legrand, il marquerait un point par rapport aux responsables de l'enseignement catholique. En effet, la transformation en profondeur du système scolaire se ferait dans le sens d'un développement de l'autonomie des établissements et la constitution d'équipes pédagogiques fédérées autour d'une vision commune de l'enseignement. »

Rarement comme avec le projet Legrand il n'aura été aussi clair qu'une politique globale d'austérité peut transformer des intentions démocratiques en un programme

## Les enseignants, conservateurs ?

**I**L est de bon ton dans une certaine presse, et ailleurs, surtout de la part de ceux qui ignorent tout de la vie quotidienne et du métier d'enseignant, de fustiger le corporatisme et le conservatisme des « profs » ; ce qui n'empêche pas certains de ces censeurs de reprocher en même temps aux enseignants d'être politisés et de distiller le marxisme. Bref, le milieu enseignant, c'est la gauche dans le discours, et la droite dans le comportement.

C'est davantage qu'une campagne d'opinion et qu'une machiavélique orchestration... C'est le produit idéologique (bien cultivé) de la crise de l'école. Car les enseignants offrent une cible trop facile : ne travaillent-ils pas moins d'heures que les autres salariés ? N'ont-ils pas plus de congés ? Au boulot !

On en vient alors à poser la question : les conditions de travail des enseignants sont-elles contradictoires avec des mesures démocratiques pour l'école ? Legrand, par ses propositions, introduit le ver dans le fruit : les enseignants du collège devraient seize heures de cours, trois heures de tutorat et trois heures de concertation (vingt-deux heures au total). Seuls les PEGC\*, dans l'affaire, sont gagnants ; certifiés et agrégés y perdent. Le risque est grand, dès lors, d'enfermer les enseignants dans une fausse alternative : soit ils sont pour le changement à l'école, et ils devraient accepter d'en faire plus ; soit ils s'opposent au recul de leurs conditions de travail, et ils se rangeraient de ce fait du côté du statu quo pédagogique.

Facile et efficace : le change-

ment « contre » les enseignants d'un côté, pas de changement « avec » les enseignants de l'autre. Qui peut avoir intérêt à ce que le débat prenne cette tournure ?

D'une part, ceux qui, à l'image de la direction du SGEN-CFDT, ne seraient pas mécontents de casser « l'unité de façade » du milieu pour attirer sa partie la plus pédagogique, en lui faisant avaler au passage une « nouvelle solidarité », celle de travailler plus. D'autre part, ceux qui, à droite, tentent d'occuper le terrain laissé vacant, en dévoyant la défense des conditions de travail vers des objectifs réactionnaires, et la condamnation de la « chien-lit » pédagogique.

Tel est l'enjeu : séparer la défense des acquis de la lutte pour le changement à l'école, c'est laisser la place au jeu de la droite et de la « deuxième gauche ».

A ce jeu, toute la gauche perdrait en militants, et ne gagnerait qu'en désarroi et division.

Qu'on y prenne bien garde.

N.J.

\*Les PEGC (professeurs d'enseignement des collèges), anciens instituteurs ou recrutés au niveau DEUG, doivent vingt et une heures de cours. Les « certifiés » (CAPES), niveau maîtrise, ont un service de dix-huit heures ; ils enseignent dans tout le second degré, CES et lycées, comme les agrégés. Les agrégés doivent quinze heures de cours. L'alignement du statut des PEGC sur celui des certifiés, et la suppression de l'agrégation (sans modification de service des agrégés en poste) sont les revendications syndicales unifiantes.

## L'Eglise, c'est non !

Savary lui a pourtant donné l'essentiel : le maintien du « caractère propre » et du financement public de ses écoles. Et l'ingrate, au grand étonnement des naifs, a répondu : inacceptable !

Aux propositions de Savary, la hiérarchie a d'abord opposé des contre-propositions ; c'était sans doute encore trop pour elle, puisqu'elle vient d'annoncer son refus catégorique de toute négociation tant que Savary n'aura pas solennellement déclaré devant Dieu qu'il est pour le statu quo... et que les négociations ne seront qu'une franche comédie pour amuser la galerie. On a rarement vu une opposition plus arrogante.

La droite ne veut pas seulement remporter une victoire politique, elle veut mettre à genoux publiquement celui qui lui a fait toutes les ouvertures. Pauvre pécheur !

Le calcul de la droite est simple : elle escompte que les concessions qu'elle a obtenues du gouvernement, dans tous les domaines, entraîneront un recul électoral du PS et du PC aux municipales dans deux mois. Telle est la véritable « garantie » qu'elle recherche. Elle pourrait alors se prévaloir d'un « désaveu » de la majorité PS-PC pour en exiger davantage.

Car le scénario se répète à l'identique depuis le 10 mai : la hiérarchie catholique mobilise ses ouailles. Savary cède, la hiérarchie pousse le bouchon plus loin, etc.

Est-il assez clair désormais que la voie des négociations est bouchée ? Au profit de qui le temps joue-t-il ?

C'est maintenant aux députés du PS et du PC de prendre leurs responsabilités et d'adopter une loi de nationalisation laïque. Mais rien ne se fera sans la mobilisation : aux rassemblements de la droite, il est grand temps d'opposer ceux des laïcs. Le 9 mai 1982, ils ont montré leur force. Pour qu'on s'en serve !



L'école, un enjeu décisif de l'après-10 mai

d'adaptation de l'école à la crise. Pour un collège démocratique, pour l'école unique, il faut tourner le dos à la pédagogie de l'austérité.

Nicolas Jeanson

## Le projet Legrand

- 1) de la classe à « l'ensemble ».**  
L'élève changera de classe selon son niveau et la matière enseignée :  
• Classes de niveau homogène, pour l'enseignement du français, des maths, et des langues vivantes ;  
• Classes hétérogènes pour les matières à travaux pratiques ;
- 2) Emploi du temps**  
Remplacement de « l'heure de cours » par une séquence de 50 minutes, et davantage de séquences et une demi-journée réservée à des ateliers interdisciplinaires.
- 3) Les programmes**  
Rééquilibrage des disciplines au profit de l'éducation sportive, de l'éducation artistique et d'un enseignement polytechnique ; possibilité d'adapter localement les programmes.
- 4) Tutorat**  
Constitution de groupes de 12 à 15 élèves suivis par un enseignant « tuteur » ; ils choisissent leur tuteur. 3 heures de tutorat sont incluses dans le temps de service des enseignants.
- 5) Les enseignants**  
Vers des professeurs « bi-valents », enseignants dans deux disciplines (comme les PEGC) et non une seule (comme les certifiés et agrégés). Cela permettrait de constituer des équipes pédagogiques réduites (4 ou 5 enseignants). Redéfinition du service : 22 h, soit 16 h de cours + 3 h de tutorat + 3 h de concertation.
- 6) La réforme**  
Pas de réforme nationale : expérimentation volontaire. L'attribution des crédits sera sélective et orientée vers les établissements expérimentaux.

«Le Pari français», un best-seller de l'utopie réformiste

## Les ouvriers au secours des patrons ?

• L'ancien commissaire au Plan de Barre sert de conseiller à la majorité PC-PS

Les deux principaux succès de librairie de ces derniers mois sont les bouquins de François de Closets, «Toujours plus», et «Le Pari français», signé par Michel Albert, ex-commissaire au Plan du gouvernement Barre.

De Closets fait, dans le meilleur style journalistique, la démonstration que les privilèges pullulent en France. Ce ne sont pas ceux que vous pourriez attendre ! Banquiers, P-DG, cadres supérieurs, spéculateurs, médecins ? Pensez-vous ! Les privilégiés, les vrais, en ces temps de chômage, ce sont ceux qu'un patron ne peut pas virer du jour au lendemain : fonctionnaires, agents EDF, etc. et qui se refusent obstinément à partager le chômage et la baisse du pouvoir d'achat avec les autres.

L'objectif de De Closets est de détruire, tout simplement, la notion même de classe ouvrière afin de démontrer qu'il n'existe en France que des corporations rivales et égoïstes, auxquelles il faut maintenant imposer les

sacrifices que la crise rend nécessaires...

Michel Albert, comme Stoléro («la France à deux vitesses») et de nombreux autres idéologues (y compris à la CFDT), participe bien évidemment de cette offensive de culpabilisation des travailleurs : «L'une des fonctions essentielles du chômage ne serait-elle pas en réalité de valoriser la tranquillité des non-chômeurs, de rendre plus précieux leurs privilèges en les abritant derrière une espèce de glacis protecteur ?», demande-t-il innocemment.

Cependant, moins caricatural que de Closets, il analyse la société française, non pas comme féodale mais bel et bien capitaliste, et en crise. Il propose même des solutions qui, pour une large part, inspirent l'actuelle politique du gouvernement de gauche. Aussi vaut-il la peine de se pencher un peu plus longuement sur ces thèses, pour évaluer leur sérieux et les chances de «la sortie bourgeoise de la crise» qu'elles proposent.

DES le début, Albert prévient le lecteur : «Ce que j'avance dans ces pages est fondé sur des mètres cubes de rapports» (p. 13). Chaque ligne va donc peser lourd ! Quand il était commissaire au Plan (c'est lui qui a préparé le 8<sup>e</sup> Plan, mort-né grâce au 10 mai 1981), il a en effet eu accès à toute la littérature officielle, les rapports d'experts, les études internationales comparées, etc. On s'attend donc logiquement à une analyse synthétique et originale des causes de la crise économique mondiale. Et on n'est pas déçu.

Page 20, on peut lire : «Il existe quantité de facteurs imbriqués (...); nul doute pourtant que la hausse du prix du pétrole soit le principal d'entre eux.» Et page 26 : «Le prix du pétrole a fait des millions de chômeurs dans le monde depuis 1973.» Dommage pour cette brillante explication, mais Albert la démolit lui-même (sans s'en apercevoir) pratiquement à la même page, en montrant qu'«en francs constants, le litre de super a baissé de 5,20 F à 4,35 F entre 1957 et 1982». Comprenez qui pourra.

Mais le sommet du raisonnement est atteint page 55 : «Le mal qui frappe aujourd'hui la société fran-

çaise (...) est une maladie de l'esprit répandue dans la société toute entière.» Bref, la crise est psychologique.

Si Albert n'a pas d'explication sérieuse de la crise, cela ne l'empêche pas de proposer des solutions miracles.

Après avoir, fort justement, constaté que «les vieilles politiques de gauche ont échoué» — c'est-à-dire la «relance par la consommation» — et que «les nouvelles politiques de droite vont échouer» — celles de Thatcher et de Reagan, dont dépendant la politique n'a rien de «nouveau» —, Albert en vient aux remèdes.

### Servir les entreprises

Tout d'abord, un dogme intangible, partagé par tous les partisans du capitalisme, résignés ou triomphants : «Si l'on veut lutter contre le chômage, la priorité des priorités c'est que les entreprises redeviennent compétitives.» Autrement dit, «il faut, pour réduire le chômage, une politique économique tournée vers la compétitivité extérieure et des mesures à caractère social fondées sur des nouvelles formes de

solidarité». Concrètement, cela se traduit par quelques axes fondamentaux.

► Il faut réaliser «la révolution du temps choisi» «Libérer le temps de travail, c'est le nouveau droit de l'homme» qui doit permettre à chaque travailleur d'arbitrer individuellement et en son âme et conscience entre rémunération et durée du travail.

Ce «partage du travail» implique évidemment de faire sauter les contraintes collectives que les travailleurs ont réussi à imposer sur la détermination des conditions de travail. C'est le fantasme patronal d'une classe ouvrière atomisée, disponible pour répondre aux à-coups de la production mais prête à savourer ses «loisirs» dès que les carnets de commande se dégarnissent...

Pour «convaincre» le travailleur qu'il a intérêt à partager son emploi et son salaire avec un chômeur, Albert, en bon technocrate, a inventé une mesure : la PVTR, la prime aux volontaires du temps réduit (prise en fait sur les allocations chômage), permettant à l'Etat de compenser en partie la baisse du salaire. Ainsi, il ne diminuerait pas de moitié mais seulement du tiers pour un travailleur qui accepterait de passer à mi-

### D'un responsable du Plan... à l'autre

Michel Rocard avait une tribune, le lundi 10 janvier, à l'émission «Face au public».

Il tenait aussi à se mettre à nouveau en vedette : ce Jacques Delors, qui tient le même «créneau», lui fait un peu d'ombre ces derniers mois ! Sachez-le donc, Michel Rocard «est heureux» : «Les inquiétudes que j'avais pu émettre, souligne-t-il, sont maintenant partagées par la totalité du gouvernement qui ajuste sa gestion.» «La totalité... ? On comprend le coup de pied en direction de Fabius ou de Chevènement, et on voit bien la peau de banane sous les pieds des ministres du PC.

Bref, le ministre du Plan a rééduqué ses collègues.

#### Rocard, menteur

Belle opération publicitaire. Mais assortie d'un gros mensonge, sur le dos des chômeurs.

«La perspective d'une amélioration du niveau du chômage grâce à une réduction du temps de travail, dit-il, n'est pas du tout

abandonnée.» Au nom de cet «engagement», il essaie de relancer le thème, cher à Edmond Maire, de la réduction du pouvoir d'achat par «solidarité» entre les travailleurs et les pauvres patrons qui n'ont pas les moyens de rendre service aux chômeurs en les embauchant...

Cela lui vaut une «mise au point» de Bergeron, cynique : «Pour négocier, il faut avoir un peu de grain à moudre, car s'il n'y a plus de dialogue l'équilibre sera rompu.» Au nom du calme social, un désaccord entre Bergeron et Rocard !

Il y a cependant plus grave : le ministre du Plan a dit exactement le contraire de la vérité : aucune des quatre hypothèses du 9<sup>e</sup> Plan qu'il prépare ne comporte une véritable «lutte contre le chômage» : la meilleure des quatre prévoit seulement, en 1986, le maintien d'un taux de 9,2 % de chômeurs, comme actuellement.

Quel politicien menteur, ce Rocard, derrière son rôle de «celui qui parle vrai» !

P. R.

temps afin que le patron puisse embaucher un chômeur sans déboursier un centime. Les voilà, les «nouvelles solidarités» !

► Pour rendre compétitives les entreprises françaises, il faut investir dans l'électronification et la robotisation.

«L'investissement est la première clé de l'emploi», «l'électronification doit de plus en plus fournir une solution au chômage». Et, bien sûr, pour investir, il faut d'abord faire du profit. Bref, c'est la loi d'airain, connue sous le nom de théorème de Schmidt (ou de Barre, ou de Mauroy) : «Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain qui font les emplois d'après-demain.»

#### Se serrer la ceinture

Serrons-nous la ceinture aujourd'hui pour pouvoir travailler après-demain, voilà un programme, certes peu séduisant, mais qui semble avoir le mérite de la cohérence... Un horizon, lointain mais radieux, se profilerait pour le système capitaliste si les travailleurs avaient la sagesse de calmer un peu leur avidité matérielle et de jouir du temps libre que leur propose Albert (et que leur impose le chômage...).

Hélas ! Pourquoi faut-il qu'Albert lui-même, toujours en pleine inconscience, torpille lui-même cet espoir ? Il cite en effet un rapport de l'OCDE sur «changement technique et politique économique». Celui-ci aboutit à une funeste conclusion : «Si, à long terme, la révolution électronique peut éventuellement devenir créatrice d'emplois [notez bien, «éventuellement» : en fait on n'en sait rien !] à moyen terme ses effets négatifs sont certains et de grande ampleur, y compris dans le secteur tertiaire.»

#### Vers un chômage de masse

Un peu plus loin : «Le chômage qu'on connaît aujourd'hui risque d'être peu de choses au regard de cette formidable pénurie d'emplois que vont provoquer dans les années à venir la science et la technique, ces chasseresses d'emplois.» Quand, dans la même page (p. 147), il affirme tout aussi brutalement que «l'acceptation du progrès permettrait d'augmenter les débouchés, ce

qui aurait un effet positif sur l'emploi», on ne peut que verser une larme sur le spectacle d'un tel désarroi.

Qu'un technocrate considéré parmi les plus brillants de sa génération, bardé de diplômes et abreuvé d'informations de première main, puisse parvenir à ce degré de déliquescence intellectuelle, cela laisse rêveur quant aux fondements de la politique actuelle du gouvernement, qui prend son inspiration aux mêmes sources.

Albert, en fait, n'est pas un «doux dingue», qui délirerait dans son coin ; il est tout à fait représentatif de la couche de hauts fonctionnaires et d'intellectuels petits-bourgeois qui occupe en France une place particulière. Du fait de la force relative du mouvement ouvrier, ces gens bénéficient d'une certaine autonomie par rapport aux exigences brutales et immédiates du capital ; ils cherchent à protéger ce fragile espace politique en développant l'idéologie du «tous ensemble sur le même bateau». Comme le dit Albert lui-même, «dans le monde d'aujourd'hui, les intérêts des pauvres et des riches sont étroitement liés» ! Il est vrai qu'il parle là du commerce mondial, mais la phrase n'en est pas moins révélatrice...

Cependant, l'offensive en cours n'est qu'une première étape : la dé-moralisation et la dé-mobilisation de la classe ouvrière ne servent qu'à déblayer le terrain pour des affrontements beaucoup plus brutaux.

Michel Dupont



Décidément, les conseillers des anciens premiers ministres, gaulliste ou giscardien, inspirent la politique de l'après-10 mai.

Michel Albert  
**LE PARI  
FRANCAIS**

Seuil

En vente  
dans la librairie  
**LA BRECHE**

## L'année du mouvement antiguerre

L'ANNEE qui s'ouvre aura pour toile de fond le problème de la course aux armements entre les deux blocs internationaux. La dernière proposition du Pacte de Varsovie en est un signe. Après la déclaration, il y a un mois, du secrétaire général du PCUS, l'alliance militaire des pays de l'Est vient de se prononcer pour « une nouvelle et importante proposition de paix : conclure un traité (...) sur le non-recours réciproque à la force militaire et sur le maintien de rapports de paix ». Elle souhaite, dans ce cadre, des « négociations directes » pour la « non-augmentation et la réduction substantielle des dépenses militaires ». Cette offensive de la bureaucratie est la conséquence d'une situation interne catastrophique. L'escalade militaire initiée par les Etats-Unis a saigné à blanc l'économie soviétique, entraînée dans un processus épuisant avec des pays capitalistes qui disposent d'un potentiel industriel beaucoup plus performant.

Pour la première fois depuis longtemps, les gouvernements impérialistes n'ont pas repoussé l'offre du Kremlin. Rien là de vraiment étonnant. En butte, elles aussi, à des difficultés intérieures importantes, contestées dans leur politique de réarmement, les métropoles occidentales ont tout intérêt à manifester leur « bonne volonté ». D'autant que les offres soviétiques demeurent dans le cadre pourri des négociations entre Etats. Or, de telles initiatives — qu'il s'agisse des différentes conférences de Genève (START, MBFR...) ou des multiples résolutions des Nations unies — n'ont jamais limité réellement les manœuvres guerrières de l'impérialisme.

Elles ont, par contre, pour caractéristique essentielle de ne nullement prendre en compte les aspirations et exigences des masses des deux côtés du rideau de fer.

RIEN ne peut sortir de cette voie bourbeuse du « désarmement équilibré et négocié » avec l'impérialisme. Si ce dernier s'est engagé dans une politique qui aggrave considérablement les risques d'holocauste nucléaire, c'est avant tout pour résoudre la crise qui le frappe et qui limite ses capacités d'action contre-révolutionnaires. Restaurer son potentiel militaire et atomique est la condition indispensable du rétablissement de son hégémonie sur le « monde libre ». La meilleure preuve en est que les stratèges occidentaux parlent maintenant d'un déplacement des « créneaux porteurs », c'est-à-dire d'une priorité donnée à la modernisation des forces conventionnelles. En outre, alors que la récession frappe brutalement l'ensemble du système capitaliste, entraînant une chute du taux de profit et une restriction des marchés d'exportation, les dépenses d'armement constituent un moyen privilégié pour assurer à certains secteurs industriels des débouchés de substitution.

Il ne faut donc attendre, de ce côté-là, aucun ralentissement de la course meurtrière. Au contraire, 1983 marquera une accélération du mouvement avec l'implantation sur le vieux continent des fusées Pershing et des missiles Cruise. D'ailleurs, de Reagan à Thatcher en passant par Mitterrand, tous les chefs d'Etat de l'Ouest ont déjà indiqué qu'ils n'entendaient pas changer d'orientation fondamentale. « Il n'est pas question de démanteler un seul de nos missiles », a même très clairement expliqué le président de la République française dans son intervention de fin d'année.

POUR tous ceux qui, en Europe, aux Etats-Unis ou au Japon, se sont mobilisés au cours des deux dernières années, la politique soviétique doit être rejetée. Pour l'essentiel, le mouvement antiguerre, en exigeant des réductions massives des dépenses militaires et l'arrêt de l'implantation des nouveaux missiles américains, combat objectivement pour le désarmement unilatéral de l'impérialisme. Un tel objectif est partie prenante des combats de la classe ouvrière contre une austérité qui va de pair avec le réarmement occidental. Parce qu'elles revêtent ainsi une nette dimension anticapitaliste, ces luttes posent d'emblée les bases d'une liaison avec la contestation grandissante à l'Est des orientations militaires de Moscou et de ses alliés.

C'est pourquoi, plutôt que d'appuyer les grandes manœuvres diplomatiques des régimes bureaucratiques de l'Est, les organisations ouvrières et révolutionnaires ont comme premier devoir de contribuer de toutes leurs forces au développement de puissantes mobilisations contre les dangers de guerre que provoque le nouveau cours de l'impérialisme. Il s'agit aujourd'hui du seul moyen pour que s'exprime efficacement l'aspiration des peuples à la paix et au socialisme. 1983 sera, nous dit-on, l'année des missiles. Il nous faut relever le défi et en faire l'année de la riposte aux provocations de Washington. Comme l'ont déjà fait, voici quelques jours, un certain nombre de femmes britanniques en investissant physiquement le site d'implantation sur leur territoire des nouvelles armes américaines.

Christian Picquet

## NOUVELLE CALEDONIE



## Le colonialisme français en cause

LE 10 janvier, deux gendarmes ont été tués et trois autres blessés par balles à la suite d'un affrontement avec les populations kanaques intervenu après une opération de maintien de l'ordre colonial dans la région de Sarraméa au nord de l'île. Les forces coloniales avaient été dépêchées par le Haut Commissaire français pour prêter main forte à un exploitant forestier européen, dont le matériel était détenu par les Kanaques de Kouindé et Ouipoint pour protester contre la pollution de leur rivière. Depuis cinq ans, les nuisances de la scierie de monsieur Barbou avaient, en effet, aggravé les conditions de vie, déjà précaires, de la population kanaque.

Particulièrement frappés par la répression de la révolte kanaque de 1978, la population de Kouindé et Ouipoint était parquée sur des terres arides au pied de la chaîne montagneuse qui traverse l'île, alors même que les propriétés des colons, où paissent tranquillement leur bétail, s'étalent le long de la plaine côtière sur ce versant de la Nouvelle Calédonie. Ce problème d'accaparement des terres est d'ailleurs au cœur de la radicalisation indépendantiste. 2 300 propriétaires blancs possèdent 320 000 hectares, alors que les « réserves kanaques » ne représentent que 160 000 hectares.

Le bien-fondé de la lutte des Kanaques de Kouindé et Ouipoint avait même été reconnu par une commission d'enquête. Tous les méandres de la justice coloniale avaient été épuisés. Aussi, le jugement réclamant l'intervention policière, tout comme la décision du Haut Commissaire d'y accéder représentèrent de véritables provocations coloniales. A ce titre, le Haut Commissaire français porte une responsabilité directe dans la suite des événements et devrait en rendre compte devant un gouvernement élu par les travailleurs français. Sa révocation s'impose donc. Car c'est bien l'action des forces répressives qui a acculé la population kanaque désespérée à une réaction violente. Si le gouvernement français couvrait de tels agissements, s'il acceptait l'arrestation et la condamnation des quinze Kanaques interpellés, et l'envoi d'un bataillon de gendarmes mobiles supplémentaire, l'engrenage de la répression coloniale serait alors enclenché à un niveau supérieur. Doit-on rappeler que l'assassin du dirigeant de l'Union calédonienne court

toujours, que les membres du commando fasciste ayant attaqué l'Assemblée territoriale en juillet dernier ont bénéficié d'un non-lieu, que la presse et les politiciens ultras qui les incitent ou les manipulent ne sont jamais inquiétés, que la justice et la police n'ont pas été épurées de leurs éléments racistes et réactionnaires, que récemment encore, ce sont trois indépendantistes qui ont été arrêtés pour des occupations de terres et non les Blancs qui organisaient les barrages de route pour s'y opposer.

Or, la politique de réforme du gouvernement français n'est pas destinée à transformer cette réalité coloniale, ni même d'ailleurs à en reconnaître l'existence. Il s'agit tout au plus de manœuvres pour amener les forces politiques locales à accepter un statut d'autonomie dans le cadre du maintien des intérêts impérialistes et coloniaux (nickel, chrome, import-export, propriétés terriennes, etc.). L'action des Kanaques de Kouindé et Ouipoint rappelle donc qu'il n'y a pas de transition douce au néo-colonialisme possible dans l'im-

mediat en Nouvelle Calédonie. Les Kanaques restent trop attachés à leur identité nationale et les colons blancs à leurs privilèges. Le gouvernement français devrait donc, avant qu'il ne soit trop tard, reconnaître le droit à l'indépendance nationale du peuple kanaque. Car, quel que soit le nombre d'émigrés implantés par la colonisation — la majorité des Blancs présents en Nouvelle Calédonie n'y sont pas nés —, ce droit reste inaliénable.

Mais cette action constitue aussi une source d'interrogation pour les dirigeants indépendantistes. Ceux-ci ont beaucoup privilégié ces derniers temps l'action au niveau institutionnel, dans l'espoir d'influer sur la politique gouvernementale française. La perspective d'une mobilisation à la base pour arracher l'indépendance au travers d'actions organisées et centralisées reste pourtant nécessaire. A défaut de telles orientations, les actions locales isolées plus ou moins irréfléchies risquent de se multiplier.

Vincent Kermel

### Le venin de la droite raciste

La droite réactionnaire de Nouvelle Calédonie ne peut concevoir que des progressistes blancs rallient le combat indépendantiste kanaque. Elle s'en prend toujours violemment à ces « traîtres » à leur cause raciste. Ainsi, quelques jours avant son assassinat en septembre 1981, le secrétaire général de l'Union calédonienne, Pierre Declercq, avait été l'objet d'une campagne de diffamation de l'hebdomadaire raciste *Corail*. D'autres militants blancs, parmi lesquels notre camarade Jean-Louis Dion, étaient aussi dénoncés personnellement dans un article intitulé « Qui sont les naufrageurs ? », sur le thème traditionnellement raciste du « Blanc qui monte la tête au Kanaque ».

Depuis quinze jours environ, de telles accusations ont repris. Jean-Louis Dion étant membre d'une

commission du Conseil de gouvernement, l'exécutif local, qui a voté un impôt sur les propriétés foncières, le RPCR, équivalent local du RPR, s'illustra clairement comme défenseur des intérêts des colons en accusant notre camarade et la LCR de « déstabilisation » à propos de l'impôt foncier. Néanmoins, le dénommé Frogier, bras droit du député réactionnaire Jacques lafleury, n'eut pas le courage d'accepter le face à face télévisé proposé par notre camarade et accordé par FR3.

Par contre, après les récents événements, le RPCR a condamné, le 11 janvier, « le fanatisme aveugle qui a guidé le geste criminel des extrémistes racistes, encouragés par les propos irresponsables de ceux qui prônent la déstabilisation » et dénoncé « l'action de subversion entreprise contre l'Etat et le territoire par les marxistes révolutionnaires inspirés de l'extérieur ». Cet appel discret fut sans doute entendu puisque le soir même des appels téléphoniques anonymes menaçaient Jean-Louis Dion de « lui faire la peau ».

## POLOGNE

## L'état de siège à peine soulevé

L'ÉTAT de guerre » a été suspendu officiellement le 30 décembre. Mais la guerre que la bureaucratie déclarait douze mois plus tôt aux travailleurs de Pologne continue.

Quelques jours plus tôt, sept dirigeants prestigieux de Solidarité étaient « arrêtés » dans leurs camps d'internement et transférés en prison — ils doivent répondre pour leurs dix millions de camarades de la « faute » d'avoir constitué une représentation indépendante des travailleurs.

Trois jours avant la « suspension » de l'état de guerre, un verdict tombait : Piotr Bednarz, dirigeant clandestin de Solidarité, ouvrier de Wrocław, était condamné à quatre ans de prison pour « poursuite de l'activité syndicale ». Après la condamnation de son camarade Władysław Frasyniuk, avant celle des dirigeants clandestins de Solidarité de Varsovie (Romaszewski et les membres arrêtés en juillet et en novembre du Comité ouvrier interentreprises de Varsovie, MRKS). Dans un mois doit se dérouler le procès des militants du KOR, eux aussi « arrêtés » dans les camps, où ils séjournent depuis le 13 décembre. Et ils sont entre trois et six mille, ces travailleurs anonymes emprisonnés pour leur activité syndicale après le coup d'Etat.

Pour tous ceux-là, la suspension de l'état de guerre ne change rien. Et pour les autres ?

Les entreprises qui ont été militarisées le restent. D'autres pourront l'être en vertu de nouveaux règlements mis en place avant la suspension de l'état de guerre.

Les travailleurs n'ont toujours pas

le droit de se syndiquer dans une organisation indépendante de leurs chefs. Quant aux nouveaux pseudo-syndicats, les chiffres donnés officiellement parlent d'eux-mêmes : sur les quelque soixante mille entreprises du pays, la bureaucratie n'a pu trouver de candidats à la fonction de « syndicaliste » aux ordres que dans 2 500 ! A supposer même qu'elle puisse faire doubler ce chiffre, et qu'elle arrive à convaincre 10 % de travailleurs de chaque entreprise de s'y embrigader, on arrive au chiffre de 300 000 « nouveaux syndicalistes », soit moins que le chiffre officiel de membres du POUP.

A titre d'exemple, dans la grande fabrique de tracteurs de Varsovie, Ursus, le nouveau syndicat compte 200 membres sur les 12 000 ouvriers qui y travaillent (il y avait plus de 11 000 membres de Solidarité avant le putsch). A Huta Warszawa, ils sont 300 sur 17 000 — soit à peu de choses près le nombre d'adhérents qu'annonçait l'organisation « Grunwald » (les « ultras » de l'aile dure du parti) en novembre 1981.

## Une mesure sans portée réelle

Quant à la levée des mesures de suspension des organes d'autogestion et aux projets « autogestionnaires » du régime, l'expérience actuellement en cours dans la grande fabrique de céramique de Włocławek — que les médias officiels portent

aux nues — en est un bon exemple. Dans cette usine, les travailleurs ont été divisés en « brigades autogérées » : les salaires dans chaque brigade sont fonction du rendement moyen de toute la brigade et les travailleurs sont invités à désigner ceux d'entre eux qu'il faudrait licencier ; en cas de licenciement, les membres restants de la brigade doivent se partager 40 % du salaire du licencié, le reste servant à augmenter le fond salarial de toute l'entreprise !

La suspension de l'état de guerre apparaît donc bien comme une mesure sans réelle portée. C'est bien ainsi que, avant qu'elle ne devienne officielle, l'ont comprise huit dirigeants de Solidarité internés dans le camp de Białoleka. Dans une déclaration adoptée le 10 décembre, ils affirmaient que Solidarité « continue d'exister par la volonté de ses membres » et doit « agir dans la clandestinité, sous une direction provisoire, jusqu'à son rétablissement ». Cinq des auteurs de cet appel ont été maintenus en prison.

Il n'en est que plus nécessaire de lutter pour arracher la libération de tous les prisonniers politiques, de continuer à soutenir le combat des travailleurs polonais. S'adressant aux travailleurs du monde entier, la Commission interrégionale de défense de Solidarnosc (MKO) écrivait : « Les ouvriers ne peuvent être vaincus, ils ne font que subir des défaites et c'est ce qui fonde notre foi dans la victoire finale (...). Notre victoire sera aussi la vôtre dans la lutte pour la liberté, la démocratie et l'égalité. »

Cyril Smuga

## Qui sont les dirigeants de Solidarité arrêtés ?

- Andrzej GWIAZDA
- Seweryn JAWORSKI
- Marian JURCZYK
- Karol MODZELEWSKI
- Grzegorz PALKA
- Andrzej ROZPŁOCHOWSKI
- Jan RULEWSKI

SOLIDARNOSC

Au moment même où la presse officielle célébrait en Pologne les « nouveaux pas sur la voie de la normalisation », la junte polonaise annonçait « l'arrestation », dans les camps où ils avaient été internés après le 13 décembre 1981, de sept dirigeants nationaux de Solidarité. Andrzej Gwiazda (Gdansk), Seweryn Jaworski (Varsovie), Mirian Jurczyk (Szczecin), Karol Modzelewski (Wrocław), Grzegorz Palka (Lodz), Jan Rulewski (Bydgoszcz) et Andrzej Rozplochowski (Haute Silésie) sont accusés d'avoir formé une « entente » dans le but de « renverser par la violence le régime de la République populaire de Pologne ».

Trois de ces militants furent, en été 1980, signataires d'accords entre le gouvernement et les travailleurs, qui donnèrent naissance à Solidarité (Jurczyk, Gwiazda et Rozplochowski). Quatre représentent de grandes

entreprises, qui furent dès le début des bastions de Solidarité (chantier naval Adolf-Warski de Szczecin, Elmor de Gdansk, complexe sidérurgique Huta Katowice de Haute Silésie, aciérie Huta Warszawa de Varsovie).

Jurczyk et Rulewski étaient respectivement présidents de Solidarité de Szczecin et de Bydgoszcz. Rozplochowski fut, jusqu'au 1<sup>er</sup> Congrès de Solidarité, président de la région de Katowice. Trois furent élus vice-présidents de leur syndicat régional (Gwiazda, Jaworski et Palka). Karol Modzelewski a été, jusqu'en avril 1981, le porte-parole de la direction nationale de Solidarité. Enfin, trois d'entre eux ont été, lors du 1<sup>er</sup> Congrès du syndicat, candidats au poste de présidents de Solidarité. (Gwiazda, Jurczyk et Rulewski). Tous les sept ont été membres du présidium de la Commission nationale de Solidarité.

En outre, plusieurs des arrêtés sont de vieux militants du mouvement pour les droits des travailleurs polonais. Gwiazda fut fondateur du Comité constitutif des syndicats libres du littoral de la Baltique en 1978. Jaworski a milité au sein des communautés catholiques de base, Jurczyk fut membre du comité de grève en décembre 1970, Modzelewski fut, avec Jacek Kuron, cosignataire de la Lettre ouverte au POUP en 1964, dans laquelle il se prononçait pour un socialisme basé sur les conseils ouvriers.

Tous ces militants furent, au sein de Solidarité, les porte-parole de divers courants et tendances radicales et combattives, et Jaworski, Jurczyk et Palka se sont battus pour l'établissement de l'autogestion ouvrière dans l'économie par la voie de la grève active.

Le procès que la bureaucratie prépare contre eux sera donc, sans aucun doute, le procès de l'ensemble du syndicat hors la loi.

## ▶ Ce qu'ils ont dit

## Andrzej Gwiazda :

« Nous avons besoin de compromis, mais le niveau de ces compromis doit être plus haut et non moins haut que ce que nous avons obtenu jusqu'à aujourd'hui. (...) Selon les chiffres du ministère des Finances, qui nous ont été communiqués par nos camarades de Solidarité de là-bas, 25 % du revenu national est utilisé pour la consommation au sens large, et 75 % pour financer l'Etat et ses investissements. Chaque jour donc, nous travaillons deux heures pour nous et six heures pour l'Etat. Il faut se poser la question si c'est une proportion correcte. (...) Nous devons prendre en main nous-mêmes le contrôle sur cela. » (Extrait du discours lors de l'élection du président du syndicat, le 1<sup>er</sup> octobre 1981 à Gdansk.)

## Grzegorz Palka :

« C'est une condition sine qua non : le syndicat doit tendre à obtenir (...) le plus rapidement possible le droit absolu du contrôle sur l'économie et imposer au gouvernement la réalisation des projets indépendants de réforme économique. (...) Mais notre contrôle ne peut se limiter à l'économie. Nous proposons la création par le syndicat d'un Conseil économique qui serait un conseil de surveillance de notre économie. Cela veut dire que le gouvernement sera obligé de discuter ses décisions avec ce conseil et seuls celles qui seront acceptées pourront être réalisées. » (Intervention sur le programme lors du 1<sup>er</sup> Congrès de Solidarité, le 1<sup>er</sup> octobre 1981 à Gdansk.)

## Marian Jurczyk :

« J'ai observé avec attention le IX<sup>e</sup> Congrès du POUP (...). Et je dois dire une chose : seules les têtes ont changé, les mécanismes d'action, les méthodes, sont restés ceux que nous connaissons depuis trente-cinq ans. Et c'est pour cela que je me prononce pour que le syndicat mène une politique dure et décidée. (...) Je suis pour des élections libres à la Diète, pour que le pouvoir soit aux mains des travailleurs des villes et des campagnes (...) et non de quelqu'un d'autre. » (Extrait de son discours lors de l'élection du président du syndicat, le 1<sup>er</sup> octobre 1981 à Gdansk.)

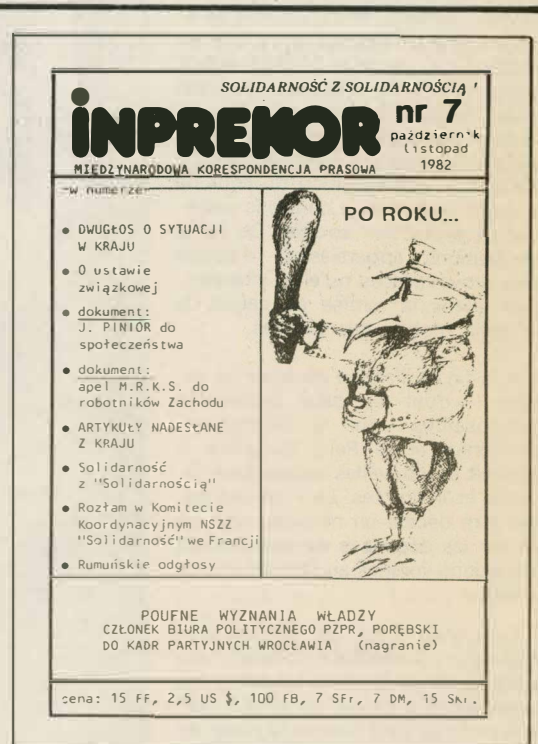
## Jan Rulewski :

« L'erreur dans l'activité de notre syndicat, ce fut d'accepter le danger, réel ou imaginaire, de l'intervention soviétique. Cela créé une sorte de censure dans la lutte pour nos buts (...). Je propose de nous débarrasser de cette censure. » (Extrait de son discours lors de l'élection du président du syndicat, le 1<sup>er</sup> octobre 1981 à Gdansk.)

## Andrzej Rozplochowski :

« Il faut abolir la primauté des comités du parti dans les entreprises. Tant que les décisions économiques sont prises en fonction des impératifs de la politique du POUP, on ne peut discuter de l'économie. Pour que le pays soit indépendant, il faut

C'est  
« Inprekor »  
en polonais  
grandeur  
nature.  
Le numéro 7  
vient de  
paraître



## Au sommaire

Interview de deux dirigeants clandestins ; deux articles envoyés de Pologne sur la stratégie et le sens de la lutte de Solidarité ; l'enregistrement du discours d'un membre du BP du POUP aux cadres du parti (réalisé à l'insu de l'auteur).

Prix : 15 FF (un exemplaire), 75 FF (abonnement d'un an - six numéros).

Inprekor en polonais est diffusé gratuitement en Pologne. En nous aidant financièrement, vous pouvez nous permettre d'augmenter cette diffusion !

Courier et paiement à : PEC, Inprekor (édition polonaise), 2, rue Richard-Le-noir, 93108 Montreuil, France.

produire des biens qui ont un niveau de transformation plus élevé. Cela doit être la principale tâche des conseils d'autogestion. Il faut en finir avec la méthode qui consiste à boucher les trous dans l'économie en exploitant le charbon d'une manière débridée et en l'exportant sans réflexion. » (Intervention dans le débat sur le programme lors du congrès de Solidarité, le 1<sup>er</sup> octobre 1981 à Gdansk.)

## Seweryn Jaworski :

« La grève avec occupation est une nécessité absolue au cas où les autorités décrèteraient l'état d'exception. Une telle grève doit permettre de préparer la grève active qui nous amènera à prendre en charge une bonne partie du pouvoir économique et de l'appareil qui le coordonne. Nous pouvons remplacer cet appareil à 100 %. » (Intervention lors de la réunion de la direction nationale de Solidarité le 12 décembre 1981 à Gdansk.)

## Karol Modzelewski :

« Il s'agit là du mécanisme de décision dans le syndicat. Solidarité sera géré par ses propres membres, autogéré, ou il cessera d'être un syndicat indépendant. (...) Ce qui est en cause, c'est que le syndicat qui avait un dirigeant à ce point en confiance (...) s'est construit de façon à ce qu'on en ait fait un roi, autour du roi la cour et en plus un Parlement. Comme il ne s'agit pas d'un roi de pure forme, c'est la cour qui décide et non le Parlement. » (Discours devant la direction nationale du syndicat le 1<sup>er</sup> avril 1981, par lequel Modzelewski annonçait sa démission après l'annulation par Walesa et les experts de la grève générale.)

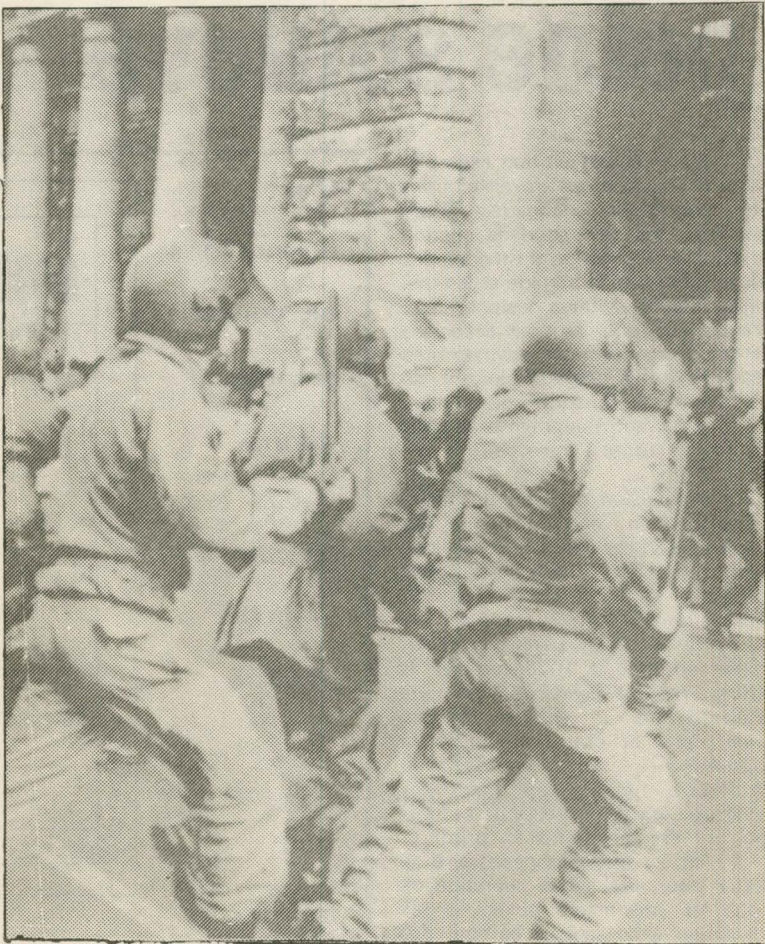
## Vagues de colère en Italie

L'ANNEE 1983 débute en Italie sous les auspices d'un affrontement social majeur. En entrant en fonctions voilà quarante jours, le nouveau chef du gouvernement, le très réactionnaire Amintore Fanfani, affirmait son intention de limiter l'inflation (qui fut de 16,3 % en 1982) et de réduire le colossal déficit budgétaire (15 % du produit national brut). Réduire les dépenses, augmenter les recettes ne peut avoir qu'une signification pour des millions d'Italiens : une élévation du coût de la vie et une attaque contre le système de protection sociale. De telles dispositions apparaissent d'autant plus provocatrices qu'elles interviennent après la remise en cause de l'échelle mobile des salaires.

A la fin de l'année dernière, le cabinet — dont les deux principales composantes sont la Démocratie chrétienne et le Parti socialiste — décidait de nouvelles impositions directes et indirectes. Le 7 janvier devait être décidé un nouveau tour de vis sur les dépenses de santé et les allocations versées au titre de la prévoyance.

Trop c'est trop. La réaction ouvrière a été immédiate. A Milan, une grève générale de deux heures a été organisée le 6 janvier et 50 000 manifestants se sont retrouvés place du Dôme. Le même jour à Gênes, Venise, Naples, Florence et Palerme, en Toscane, en Ombrie, en Campanie, des dizaines de milliers de travailleurs sont descendus dans la rue, souvent en dépit des consignes des états-majors syndicaux, occupant, des heures durant, routes, aéroports, gares et voies ferrées. A Rome, de violents affrontements devant le palais du gouvernement ont fait plusieurs blessés.

Les directions ouvrières ont dans l'ensemble été débordées par l'ampleur du mouvement. Le courant socialiste appuie les décisions scélérates du pouvoir. On a même vu le secrétaire général de l'UIL (liée au PSI) proclamer qu'« occuper les gares et les aéroports conduit à la défaite du mouvement ouvrier ». Les deux autres confédérations syndicales — CISL, proche des démocrates-chrétiens et CGIL, dirigée par le PCI — ne sont d'ailleurs pas loin de cette position. De longue date, elles ont accepté de se situer sur le ter-



Affrontements : Rome le 6 janvier.

rain du patronat en négociant la remise en cause des grandes conquêtes sociales au nom de l'approfondissement de la crise économique.

Mais un tel état d'esprit ne pouvait avoir aucun écho à l'heure où les conventions collectives triennales sont suspendues depuis un an, où les salaires régressent et où le chômage touche 2 100 000 personnes. De surcroît, le terrain était déjà miné. Il y a quelques mois, les tentatives conciliatrices des bureaucraties ouvrières à propos de l'échelle mobile s'étaient heurtées à un vaste refus de la base. Une pétition de militants syndicalistes — dont nos camarades de la LCR prirent l'initiative — rassembla des dizaines de milliers de signatures (voir *Rouge* du 26 novembre).

Ce refus massif a notamment tou-

ché la base du PCI. Ce qui explique que la direction de ce parti ait tout de suite soutenu, du moins verbalement, les initiatives du 6 janvier. Enrico Berlinguer devait même déclarer : « Votre protestation est juste, mon parti et moi nous la partageons. Nous trouverons ensemble le moyen, dans les prochains jours, de faire entendre la voix de la classe ouvrière. »

Une grève générale de deux heures, le 10 janvier, a été massivement suivie dans toute la Péninsule. Une autre est appelée dans l'industrie le 18, pour protester contre l'interruption des négociations pour le renouvellement des contrats. L'hiver s'annonce donc particulièrement chaud de l'autre côté des Alpes. Ce qui peut remettre en question le fragile équilibre de la coalition au pouvoir.

Christian Piquet

## Le Pérou dans la crise

MANUEL ULLOA, Premier ministre péruvien depuis le retour des militaires dans leurs casernes en juillet 1980, a démissionné avec l'ensemble de son cabinet. Il sera remplacé par l'actuel ambassadeur à Washington, Fernando Schwalb. Ce départ de l'homme fort du régime que préside Fernando Belaunde Terry n'est pas une simple péripétie. Il traduit l'ampleur de la crise économique, sociale, politique et morale qui mine la société péruvienne.

Ce porte-parole de la grande bourgeoisie d'affaires de Lima, dont les intérêts sont étroitement imbriqués avec ceux des grandes firmes américaines opérant dans le pays, avait fait siennes les recommandations des experts du Fonds monétaire international (FMI) : ouverture du pays aux capitaux étrangers, priorité à l'exportation de matières premières, encouragement aux activités spéculatives du secteur privé et libre échange. Cette politique, qui a accéléré la faillite des économies argentine et chilienne, a eu, au Pérou, des effets pour l'essentiel identiques. Dans une économie mondiale en récession, les investissements étrangers ont été réduits, la concurrence exacerbée a ruiné des secteurs en-

tiers d'une industrie nationale peu compétitive, les faillites se sont multipliées. Le taux d'inflation a été en 1982 supérieur à 60 %...

Alors que le gouvernement doit solliciter de nouveaux crédits auprès des banques impérialistes pour continuer d'honorer une dette extérieure devenue insoutenable, le chômage a pris des proportions effrayantes : plus de 50 % de la population potentiellement active est sans emploi. Dans la capitale, Lima, submergée par un exode rural croissant de plus en plus massif, ce pourcentage est de l'ordre de 65 à 70 % ! Depuis plusieurs mois, grèves et mouvements de protestation se multiplient : enseignants, cheminots, travailleurs des banques ou électriciens ont tour à tour mené des luttes massives pour la défense de leur pouvoir d'achat, contre une répression patronale et policière chaque fois plus brutale dans les entreprises. Sans résultats significatifs.

La marge de manœuvre du nouveau gouvernement semble à peu près nulle : le FMI a même conditionné l'obtention de nouveaux prêts à l'adoption de nouvelles mesures d'austérité ! La répression, par contre, va encore s'accroître. Contre tous ceux qui se mobilisent et lut-

tent pour défendre un pouvoir d'achat déjà amputé de 30 % en moyenne, ou même pour manger. Contre les guérilleros du groupe Sentier lumineux (Sendero Luminoso) dont les actions de plus en plus audacieuses se multiplient (voir *Rouge* numéro 1028, du 3 au 9 septembre 1982).

Expression du désespoir et de la révolte de couches paysannes paupérisées et d'étudiants d'universités de province condamnés, dans leur majorité, à devenir chômeurs, ils disposent, tout au moins dans la région déshéritée d'Ayacucho, d'une sympathie de masse significative. Depuis quelques semaines, l'armée a pris le relais de la police et de la garde civile pour tenter de les anéantir. Déjà plus de cinq cents de leurs partisans sont incarcérés et les départements où se déroulent les affrontements sont virtuellement militarisés.

Plusieurs officiers supérieurs ont récemment déclaré que face à la décomposition accélérée du pouvoir des « civils », il pourrait bien s'agir là de la première étape d'une reprise progressive du pouvoir par les forces armées. Des propos qui vont au-delà du simple avertissement

Jean Pierre Beauvais.

## AMERIQUE CENTRALE

### Les plans de la CIA révélés par un transfuge argentin

Un officier des services secrets argentins a déserté il y a quelques semaines. L'affaire serait banale si Hector Francès, qui était en poste au Costa-Rica, n'avait pas été un personnage clé dans la mise en œuvre des opérations de la CIA en Amérique centrale dans le cadre de la coopération USA - Argentine. Cette coopération avait été interrompue lors de la guerre des Malouines. Elle a repris activement ces derniers mois.

Hector Francès a expliqué l'origine de sa décision : le soutien des Etats-Unis à la Grande-Bretagne, à propos des Malouines, et la solidarité que les sandinistes ont, dès la première heure manifesté à la cause argentine. Au cours d'une conférence de presse, il a informé la presse des activités et des plans mis actuellement en œuvre par la CIA pour en finir avec la révolution sandiniste. Ses déclarations ont été largement reproduites en Amérique latine, aux Etats-Unis et surtout au Mexique où il réside actuellement.

Selon Francès, les attaques et les infiltrations à grande échelle de contre-révolutionnaires somozistes depuis le Honduras ont vraiment commencé le 14 octobre dernier. L'objectif est de contrôler les provinces du nord-ouest du Nicaragua et de les déclarer « zones libérées ». Cela permettrait la reconnaissance par les Etats-Unis et leurs alliés les plus fidèles du « gouvernement provisoire » qui serait alors constitué. Une aide militaire leur serait alors fournie à une toute autre échelle qu'actuellement.

Parallèlement, des noyaux terroristes ont été stabilisés dans quatorze villes du Nicaragua. Leur rôle a été défini dans un document intitulé « Guerre silencieuse, stratégie de la terreur ». Ils doivent faire exploser régulièrement des bombes, détruire des objectifs stratégiques, identifier puis assassiner cadres politiques, responsables de la sécurité et dirigeants d'entreprises appartenant à l'Etat.

Francès a également rendu compte d'une mission dont il était personnellement chargé : organiser une attaque d'îlots de la mer des Caraïbes appartenant au Costa-Rica. Les assaillants devaient se faire passer pour des détachements de l'armée sandiniste. Le Costa-Rica aurait alors pu se considérer en état de légitime défense et réclamer l'assistance militaire des Etats-Unis !

Tous ces projets sont étroitement coordonnés. « Ils s'intègrent dans un plan d'ensemble visant à répandre la terreur, apparaître et paralyser l'appareil productif du Nicaragua », a-t-il ajouté.

Le transfuge argentin a fourni bien d'autres informations reproduites à pleine page par la presse mexicaine. On y apprend ainsi, par exemple, que Eden Pastora, le « commandant



Zero », qui a fui le Nicaragua il y a plus d'un an, fournissait des informations au Département d'Etat dès 1979 alors qu'il était vice-ministre de l'Intérieur à Managua. Il estimait, aux dires de Francès, que le poste qu'il occupait alors ne correspondait pas au rôle militaire qui avait été le sien dans la lutte contre Somoza...

J.-P. B.

## CHILI Répression

L'Association des familles des prisonniers politiques disparus au Chili tient à informer l'opinion publique que :

La dictature militaire de Pinochet intensifie ses actes de violation des droits de l'homme à l'intérieur des prisons et aussi contre la population. Les vies des prisonniers politiques sont menacées.

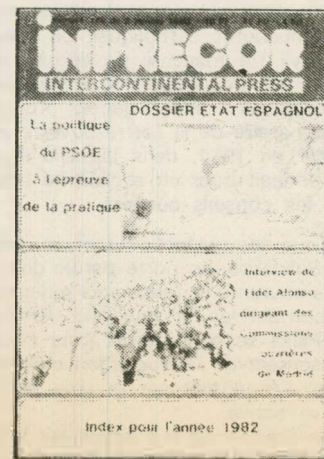
Cecilia RADRIGAN PLAZA, membre de l'Association des familles des prisonniers politiques disparus au Chili, arrêtée le 26 octobre 1981, à Santiago, par la « Centrale d'intelligence nationale » et confinée actuellement à la prison de femmes de Santiago (COF) a été, le 16 décembre, alors qu'elle faisait une grève de la faim avec d'autres détenues politiques, brusquement tirée de sa cellule. Amenée dans un véhicule de police devant une juridiction militaire, elle a été contrainte de rester debout plusieurs heures. Plus tard, Cecilia a été poussée contre un fer qui lui a cassé le front. Elle est restée sans connaissance. Aucun médecin ne l'a examinée. Ramenée en prison, aucun constat n'a été fait de ces faits, ni de son état.

C'est seulement treize jours plus tard, grâce aux interventions de sa famille, qu'un médecin de la police l'a assistée en diagnostiquant un **traumatisme crânien en évolution**. Son avocat a présenté aux autorités une requête pour « tentative d'homicide ».

L'Association des familles des prisonniers politiques disparus au Chili exprime sa solidarité avec Cecilia Radrigan et proteste énergiquement contre cette nouvelle tentative d'assassinat des prisonniers politiques et demande aux organismes humanitaires et de solidarité de dénoncer cette nouvelle atteinte au droit fondamental de vivre.

Nous sollicitons que des télex, télégrammes et lettres soient envoyés aux autorités chiliennes et aux organismes internationaux pour demander la liberté de Cecilia Radrigan et pour que l'attention médicale que sont état nécessite lui soit dispensée.

Association des familles des prisonniers politiques disparus au Chili  
1, rue de Montmartre 75001 Paris



# INPRECOR

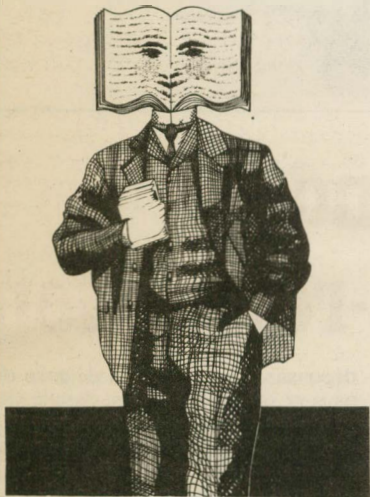
Inprecor n° 143

Au sommaire

- Pologne : Un an après le coup de force de Jaruzelski.
- Dossier : L'Espagne après les élections.
- Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale.
- Index des articles parus en 1982.

## Gourmelin

Gourmelin est au dessin ce que Sternberg est à l'écriture. Pas étonnant, puisque c'est ce dernier qui a orienté la trajectoire du premier vers l'insolite, l'humour noir. S'épurant sans cesse, Gourmelin donne forme à l'angoisse de notre temps. En art, sa plus proche parenté est celle de Piranèse. Et il est aisé de voir qu'il s'agit d'une proximité entre notre temps et le trouble XVIII<sup>e</sup> siècle italien en besoin de révolution sous la dalle de ses tyrannies médiocres et étouffantes. Mêmes thèmes de tours et puits, de constructions démesurées, absurdes, qui écrasent un homme qui perd jusqu'au sens de la réalité. Le champ de ces graphismes part de la torture sophistiquée, passe par le délire qu'elle engendre et



va jusqu'à la mise en doute de toute réalité (Gourmelin a illustré Lovecraft...).

Le dessin de notre temps, comme art séparé du service de la peinture et de la sculpture, est né tard dans le siècle à peine avant les années soixante et Gourmelin en est une des figures importantes. A voir absolument, en particulier par ceux qui ont pris goût au dessin à partir de la BD.

● Galerie Pierre-Lescot, 28, rue Pierre Lescot, Paris 1<sup>er</sup> jusqu'au 15 janvier 1983.

## La revue des revues

L'Humanité-Dimanche ayant fait un numéro spécial pour la mort d'Aragon, *Cinéma 83* inaugure l'année avec un numéro dossier sur Jacques Tati. La comparaison pourrait s'arrêter là, si je ne trouvais que l'œuvre de Tati était devenue assez redondante et répétitive au fil des ans, et son comique assez chiant, somme toute... Bref, mieux vaut se pencher sur le dossier consacré à Antonioni par les rédacteurs de *Cinématographe*. A retenir, un étonnant témoignage d'Enrico Fulchignoni sur le talent qu'avait Antonioni à porter l'uniforme du Centre expérimental du cinéma de Rome (« *A vingt ans, il en paraissait déjà quarante et parfois quatre-vingts...* »).

# TEP

direction Guy Retore

4 janvier  
11 février  
1983



## L'OISEAU VERT

comédie fabuleuse  
d'après Carlo Gozzi  
version  
Benno Besson

Théâtre de l'Est Parisien - Théâtre National (direction Guy Retore)  
17 rue Malte - Bure 75020 Paris - tél. 79 196 01 M. Guadagnoli

## L'oiseau vert

Commedia dell'arte riche en couleurs, en mots et en décors. Conte fabuleux qui crée la surprise permanente des sens. En un mot vous êtes sens dessus-dessous !

Les acteurs, par leurs jeux de scène, leurs masques, leurs costumes, nous plongent dans un conte de fée qui n'en n'est pas moins une satire de la société et des relations humaines du siècle des Lumières.

Allez-y, courez-y, volez-y !!  
« L'Oiseau vert », comédie fabuleuse d'après Carlo Gozzi, mise en scène Benno Besson, se joue du 4 janvier au 11 février au TEP ; tél : 797 96 06.

La Revue du cinéma fait peu neuve et (comme *Cinéma 83*) adopte le format 21 x 27. La mise en page et l'impression sont toujours aussi soignées, et les photos ont enfin la possibilité de respirer. Outre ce ravalement de façade, le numéro de janvier comporte un excellent dossier sur les nouvelles actrices d'Hollywood.

Positif profite de la rétrospective proposée par la Cinémathèque de Beaubourg et du colloque international qui aura lieu à Paris 1 sur l'œuvre de David Wark Griffith pour commencer une plongée nécessaire dans l'œuvre de notre père qui filme au mieux...

## Passion et mort chez Gironella

Peu ou pas connu en France, Gironella est un grand peintre moderne qu'il faut aller découvrir au Centre culturel du Mexique (1).

Surréaliste mexicain, il est peut-être le plus espagnol de tous les artistes sud-américains et, comme ses plus éminents contemporains d'Espagne, profondément pénétré et dominé par la culture de ce pays : ses thèmes, son esprit, son atmosphère. Ainsi des œuvres exposées en ce moment. Comme Picasso, comme Pelayo, Gironella module et bouleverse le thème des Infantes et Meninas de Velasquez ; il les fantomatise ; ici fait surgir une main momifiée de la toile, là efface leurs traits en

hallucination ; les bouscule et les attire aux temps modernes par des collages, des substitutions d'objets incongrus aux détails nobles sans qu'elles ne perdent jamais rien de leur majesté ni de leur mystère de silence. Et, tout à coup, le choc du portrait de *Francisco Lazcano en Carlos II*, stupéfiant choc d'une œuvre d'un classicisme renouvelé par la violence de son humanité inquiétante.

La seconde partie de l'exposition est un autre versant de l'hispanisme : les tauromachies où Gironella s'inscrit entre Goya et Picasso, révélant qu'il y avait encore un espace de champ esthétique inexploré sur

ce thème de passion et de mort. Par un jeu rare, le peintre belge Aléchinisky donne à ces tauromachies d'encre une rouge ornementation qui marie son style, venu de Cobra (2) aux ombres et lumières espagnoles, comme un reflet de ce que fut, au siècle d'Or, l'apport des Flandres à l'empire sur lequel le Soleil ne se couchait pas.

Michel Lequenne

1. Cercle culturel du Mexique, 47 bis, avenue Bosquet, jusqu'au 22 janvier 1983.

2. Une rétrospective du groupe Cobra se tiendra du 10 décembre 1982 au 20 février 1983 au musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson.

Vient de paraître

## Critique Communiste

revue mensuelle  
de la  
Ligue Communiste Révolutionnaire

15 janvier 83 12 fr.

Sommaire  
\* Les révolutionnaires dans la bataille des municipales  
\* Crise du capitalisme et solutions ouvrières  
\* Le PCI a choisi le chemin de l'opportunisme  
Dossier  
\* Parti, organisations de masse et « pouvoir populaire » à Cuba  
\* Le surréalisme et nous

Au sommaire, un article de Michel Lequenne : « Le surréalisme et nous. »

Les Cahiers du cinéma ? Je ne les ai pas achetés ce mois-ci !

M. Laszlo

P.S. insidieux : « Ce mois-ci » seulement ?

P.S. 2 : Et puis, un nouveau venu au milieu des déjà nombreuses revues de cinéma : *Star Fix*, mensuel (je cite) « du fantastique, de la science-fiction et de l'aventure ».

Au sommaire du n° 1 (en vente dès le 15 janvier en kiosque au prix de 15 F) : les échos, l'actualité et des dossiers partisans et passionnés, consacrés à *Evil Dead* (le « choc du mois » de la revue), *Creep Show*, de G. Romero, *Dark Crystal* et... le nouvel épisode de *la Guerre des étoiles*.

## Le quiétisme d'Anna Stein

Salons et galeries, ces dernières années, laissent à penser que l'art abstrait piétinait, dont certains avaient pourtant pu croire que c'était en art la voie de la liberté inépuisable. Et voilà qu'en avant de l'abstraction lyrique, émergeant de tant de modulations sans surprises, apparaît Anna Stein.

Ce peintre d'origine hongroise fait surgir une émotion nouvelle. Sa touche, ses couleurs, son mouvement sont ceux de la peinture baroque où les saintes rouges lévitent voluptueusement vers les anges aux chairs roses au milieu de ciels bleus dans des envols de drapés, ou bien s'opposent des violets de colère cé-

leste à des pamoisons vert Gréco séparées par de lumineuses trouées de lumière blanche.

Récemment, on pouvait voir une exposition des peintres du Carmel, psychanalytiquement lisible à l'envers de leur prétention de chasteté. Anna Stein, en toute conscience, abstractise ces effusions et ainsi les arrache à une histoire précise, n'en gardant que l'universelle émotion sensuelle. C'est dire comme cette peinture est musicale.

Michel Lequenne

● Galerie Michel-Ozenne, passage Véro-Dodat, Paris 1<sup>er</sup>, jusqu'au 15 janvier 1983.



## Collection La Brèche

L'HISTOIRE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (2 volumes) de Pierre Frank 130 francs les 2  
PROFILS DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE EUROPEENNE introduction de John Ross 75 francs  
LE STALINISME ET SON SOCIALISME REEL d'Alexandre Zimine 55 francs  
LES CONGRES DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE (1940-1946) présentation de Rodolphe Prager 75 francs  
CONFERENCES SUR LA LIBERATION DES FEMMES d'Alexandra Kollontai 51 francs  
FEMMES ET MOUVEMENT OUVRIER Collectif 42 francs  
L'ANTI-ROCARD de Daniel Bensaïd 35 francs  
DE LA COMMUNE A MAI 68 d'Ernest Mandel 48 francs  
LES ETUDIANTS, LES INTELLECTUELS ET LA LUTTE DES CLASSES d'Ernest Mandel 40 francs  
REVOLUTION ET CONTRE-REVOLUTION EN ESPAGNE de Félix Morrow 49 francs  
ANGOLA : LE TOURNANT AFRICAIN ? de Claude Gabriel 47 francs

Ces ouvrages sont en vente à la librairie la Brèche 9, rue de Tunis, Paris XI<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> Nation).

Ils peuvent être commandés à la PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil (tél : 808 23 00).



sur le  
petit écran

● Vendredi 20 h 35 (A2), *l'Épingle noire* n° 5.

23 h (A2), *Dracula*, de Tod Browning, inaugurerait le cycle consacré au cinéma fantastique et qui nous permettra de voir (ou de re-

voir) *Frankenstein*, *la Fiancée de Frankenstein* et *le Fantôme de l'Opéra*... Ouah !

● Samedi 21 h 35 (eh oui ! Dallas a fini par avoir l'heure de Polac...),

« Droit de réponse » consacré aux prix Nobel (boum !).

22 h 55 (TF1), *Cent Dollars pour un shérif*, western de vieillards cacochymes : Henry Hathaway et John Wayne.

22 h 30 (FR3), *la Soif du mal* d'Orson Welles, avec Charlton Heston et O. W. lui-même... une incursion géniale de Welles dans le monde du film noir (incursion qui va bien au-delà d'ailleurs !).

● Lundi 14 h 20 (TF1), *les Fils des mousquetaires*, film de série B avec C. Wilde et Maureen O'Hara.

20 h 35 (TF1), *Douze Hommes en colère* (ça fait trois fois que je l'annonce et trois fois que TF1 le remet au placard...).

● Mardi, le grand choix : sur TF1,

un ballet, *le Lac des cygnes* de Tchaïkovsky avec Nouriev et Margot Fonteyn. Sur A2, *Cocktail-molotov*, un film très décevant de Diane Kurys (surtout venant après le très bon *Diabolo menthe...*), enfin sur FR3, « La dernière séance » honore la série B avec *Jack le tueur de géants* de N. Juran qui ne vaut que par ses effets spéciaux, et *les Survivants de l'infini*, SF ringarde de J. Newman, qui ne vaut que pour la vision naïve qu'Hollywood portait en 1955 sur les E.T....

● Mercredi 16 h 45 (A2), *Fai Ta Mala*, film collectif réalisé par l'atelier Ciné-OC de la MJC de Millau, sous la responsabilité de M. Cabirou, et auquel ont participé de

nombreux militants millavois des comités Larzac... Cet excellent moyen métrage de 40 minutes a obtenu le prix du ministère du Temps libre lors du dernier Festival du film rural...

20 h 35 (FR3), *les Parasites*, téléfilm de la BBC qu'on dit excellent...

● Jeudi 15 h (A2), *Un dénommé Squarcio*, film de G. Pontecorvo avec Yves Montand... Une curiosité ?

20 h 35 (FR3), *la Porte de l'enfer*, de Teinosuke Kinugasa, un film de samouraïs qui vaut surtout pour la splendeur de ses couleurs. Utilisateurs du noir et blanc, faites-vous inviter !

Michel Laszlo

## La «réalité démesurée» de l'Amérique latine selon Garcia Marquez

Gabriel Garcia Marquez recevait le 8 décembre dernier le prix Nobel de littérature. A cette occasion, il a dû prononcer le discours traditionnel devant l'Académie des lettres de Suède. Le romancier colombien a, paraît-il, quelque peu choqué son auditoire. Il n'a en tout cas pas déçu ceux qui connaissent la réalité de son engagement aux côtés des exploités et des opprimés d'Amérique latine. Discours-fresque qui dépeint en couleurs vives les siècles de « violence et de douleur »

des peuples du continent. Discours de combat et d'espoir en un monde « où personne ne pourra décider pour personne », où « l'amour sera vraiment une certitude et le bonheur possible »... Dans le bref extrait que nous publions ci-dessous, il rappelle ce qu'a été la répression ces dix dernières années. Condensé hallucinant d'une réalité trop souvent estompée. A besoin, par confort ou par besoin de se rassurer...

J.-P. B.

(...) « Il y a onze ans, un des plus éminents poètes de notre temps, le Chilien Pablo Neruda, est venu de son verbe illuminer cette assemblée. Depuis lors, dans les bonnes consciences de l'Europe, et parfois aussi dans les mauvaises, a fait irruption avec plus de force que jamais l'actualité fantasmagorique de l'Amérique latine, cette immense patrie d'hommes hallucinés et de femmes historiques dont l'obstination infinie se confond avec la légende. Nous n'avons pas eu un instant de répit. (...) Nous avons connu cinq guerres, dix-sept coups d'Etat et vu l'apparition d'un dictateur luciférien qui, au nom de Dieu, a mis en marche le premier ethnocide de l'Amérique latine contemporaine (1). Pendant ce temps, vingt millions d'enfants latino-américains, supérieurs en nombre à ceux nés en Europe occidentale depuis 1970, sont morts avant d'avoir célébré leur deuxième anniversaire.

« Près de cent vingt mille personnes ont disparu du fait de la répression, comme si l'on avait perdu la trace de tous les habitants de la ville d'Uppsala. De nombreuses femmes arrêtées alors qu'elles étaient enceintes ont accouché dans les prisons argentines sans que l'on sache l'identité et le destin de leurs enfants, adoptés clandestinement ou placés dans des orphelinats par les autorités militaires. Pour avoir voulu mettre un terme à cela, près de deux cent mille femmes et hommes sont morts sur tout le continent, plus de cent mille dans trois petits pays obstinés de l'Amérique centrale : le Nicaragua, le Salvador et le Guatemala. Si ces faits s'étaient déroulés aux Etats-Unis, on au-

rait dénombrer, en proportion, un million six cent mille morts violentes en quatre ans.

« Le Chili, pays aux traditions hospitalières, a souffert l'exode d'un million de personnes, soit dix pour cent de sa population. L'Uruguay, minuscule nation de deux millions et demi d'habitants, jadis considéré comme le pays le plus civilisé du continent, a perdu par bannissement un citoyen sur cinq. La guerre civile au Salvador, produit depuis 1979, un réfugié toutes les vingt minutes. Le pays que l'on pourrait bâtir avec tous les exilés et tous les émigrés forcés de l'Amérique latine aurait une population plus nombreuse que celle de la Norvège.

« J'ose penser que c'est cette réalité démesurée et pas seulement son expression littéraire qui, cette année, a retenu l'attention de l'Académie des lettres de Suède. Une réalité qui n'est pas celle du papier mais qui vit en nous, détermine chaque instant de nos innombrables morts quotidiennes, alimente une insatiable source de créativité pleine de détresse et de beauté dont ce Colombien errant et nostalgique n'est qu'un exemple tiré au sort parmi tant d'autres. Poètes et mendiants, musiciens et prophètes, guerriers et malandrins, toutes les créatures de cette effrénée réalité n'ont à réclamer à l'imagination que bien peu de choses, car notre défi suprême est au contraire l'insuffisance de nos moyens conventionnels capables de rendre notre existence crédible. Tel est, mes amis, le nœud de notre solitude. (...) »

1. Il s'agit de l'actuel dictateur du Guatemala, le général Rios Montt.



## NICARAGUA



## «L'objectivité» du «Monde» au secours de la contre-révolution

**N**ICARAGUA : la révolution confisquée. Le titre de la série que le Monde vient de consacrer à la révolution sandiniste est déjà un jugement. Catégorique et sans appel sur le fond. Il devrait, pour le moins, surprendre tous ceux qui croient à l'« objectivité nuancée » de leur « grand quotidien du soir »...

« Comment éviter une impression de "déjà vu" ? Une révolution au départ démocratique restreint les libertés en invoquant la nécessité de faire face à ses adversaires. Mais les adversaires ou les partisans déçus de cette révolution se fondent sur l'étouffement des libertés pour justifier leur agression », écrit Charles Vanhecke. La réalité, celle de la lutte des classes et de l'agression impérialiste, est différente. Plus brutale, plus violente aussi : le Nicaragua est un pays en guerre, et sur de nombreux fronts. Une guerre qui a commencé dès que la victoire révolutionnaire sur la dictature de Somoza fut acquise.

Il est vrai que les sandinistes avaient la volonté de réaliser ce que Vanhecke appelle un « compromis historique » avec tous ceux qui, à un degré ou un autre, plus tard que tôt, s'étaient opposés à la tyrannie archaïque et sanguinaire du somozisme. « Compromis historique » avec une bourgeoisie longtemps lésée dans ses intérêts par la rapacité du dictateur et de sa clique de fidèles. Compromis qui s'est révélé illusoire, utopique.

Les sandinistes voulaient reconstruire le pays dévasté et exsangue pour satisfaire les besoins les plus élémentaires de la grande majorité, surexploitée ou sans travail, sous-alimentée et analphabète. La bourgeoisie, elle aussi, disait vouloir reconstruire le pays. Mais, même s'agissant de ses secteurs au discours le plus « libéral », l'objectif était autre. Reconstruire, c'était remettre en marche l'économie selon la logique imposée par la recherche du profit maximum... C'était bel et bien — l'expression est là parfaitement juste — confisquer la révolution.

Dans ce but, la bourgeoisie a utilisé dès le départ le principal pouvoir dont elle disposait : le pouvoir économique. « Quatre-vingts pour cent de l'agriculture et soixante-dix pour cent de l'industrie sont privés », nous dit l'un des interlocuteurs de Vanhecke, dirigeant du COSEP (Conseil supérieur de l'entreprise privée, le syndicat patronal). S'appuyant sur ses liens internationaux, elle a sabo-

té. Elle a spéculé. Elle a refusé d'investir. Elle a empêché bénéfiques et subventions pour les placer à l'étranger. Dès lors, quand un chef d'entreprise affirme que sa « liberté de mouvement » est de plus en plus limitée, qu'il est soumis à l'« arbitraire » du gouvernement lorsqu'il demande des crédits puisque celui-ci « contrôle le système bancaire », pourquoi omettre de rappeler l'ampleur de ce sabotage qu'expriment sans ambiguïtés toutes les statistiques disponibles sur l'état de l'économie nicaraguayenne ? Cela illustrerait utilement pour les lecteurs du Monde ce que « liberté de mouvement » veut dire aujourd'hui pour un membre du patronat nicaraguayen.

Contrairement à ce qu'affirme Vanhecke, les adversaires de la révolution n'ont pas attendu un quelconque étouffement des libertés pour « justifier leur agression ». Ils ont, par contre, profité de toutes les libertés nouvellement conquises à la suite de la chute de la dictature pour la mener. Leur presse, leurs radios, leurs associations sont rapidement devenus des instruments essentiels du combat pour confisquer la révolution à leur profit. Les activités du COSEP, les actions des partis d'opposition, les programmes des radios privées ou le contenu du quotidien *La Prensa* sont autant de preuves. Et lorsque cet usage des libertés conflue de moins en moins subtilement, de plus en plus ouvertement, avec les actions de ceux qui, depuis l'extérieur, organisent quotidiennement assassinats et sabotages, pourquoi ne pas le dire ? Pourquoi l'oublier ?

C'est évidemment là le plus choquant, le plus scandaleux du reportage de Charles Vanhecke. A trop vouloir prouver que les sandinistes ont confisqué leur révolution en étouffant les libertés, il en oublie presque (à l'exception d'un « rappel » de quelques lignes) qu'il parle d'un pays que les Etats-Unis et leurs plus fidèles alliés dans la région veulent à tout prix isoler et mettre à genoux. D'un pays qu'ils agressent quotidiennement grâce à une armée de cinq mille mercenaires, bien entraînés, bien équipés. Armée qu'ils financent, conseillent et à laquelle ils fournissent un appui logistique considérable. Armée dont les chefs avouent sans complexes leurs objectifs immédiats : saboter les récoltes, détruire les infrastructures et terroriser la population. Armée dont les exactions ont déjà fait des victimes par centaines. Armée qui oblige les révolutionnaires nicaraguayens à mobiliser chaque fois plus d'énergies, à engager chaque fois plus de

dépenses pour assurer la défense du pays et de ses habitants. Significativement, de cet effort démesuré et imposé Charles Vanhecke n'a voulu retenir qu'une seule chose : « Les Comités de défense de la révolution qui quadrillent le pays », « l'uniforme vert olive des soldats et des miliciens », preuves irréfutables... que le « modèle » des sandinistes est le « modèle cubain ». Les images choisies sont suggestives à souhait : quadrillages, uniformes ; le modèle cubain doit évoquer « goulag tropical », donc libertés étouffées, révolution confisquée. Suggestion des images pour boucler la boucle à défaut d'autre démonstration...

Rejeter les affirmations de Vanhecke ne signifie pas pour autant être inconditionnel des dirigeants sandinistes. Leur tentative de collaboration avec la bourgeoisie dans le cadre d'un système d'économie mixte doit être débattue. Mais évidemment pas avec l'auteur des articles du Monde. Le contenu de certaines mesures d'exception adoptées depuis dix-huit mois doit être critiqué. Notamment lorsqu'il conduit à restreindre les possibilités d'expression et de mobilisation des masses populaires. *Rouge* l'a fait. En particulier lorsqu'au nom de la bataille de la production le droit de grève a été temporairement suspendu.

Nous ne sommes pas naïfs et n'attendons pas du journaliste du Monde qu'il adopte semblables positions. Mais prétendre rendre compte de l'évolution d'une révolution assise, gravement menacée de l'extérieur et de l'intérieur en s'appuyant essentiellement sur les dires et les jugements de ses opposants est une imposture. Conclure que cette révolution a été dévoyée, « confisquée » après avoir assimilé — sans le dire — les droits de l'homme avec les droits des possédants, les libérés avec la liberté du saboteur, voila le cheminement honteux de Vanhecke.

« Droits de l'homme », dans un pays comme le Nicaragua, c'est aussi, pour la très grande majorité, le droit de manger, de se soigner, de vivre au-delà de quarante ou cinquante ans. Ces droits, les sandinistes veulent qu'ils soient rapidement satisfaits. Malgré l'adversité, ils ont considérablement progressé en trois ans et demi de pouvoir révolutionnaire. Vanhecke n'en souffle mot. Ils ne préoccupent en rien, il est vrai, la contre-révolution nicaraguayenne et ses partisans.

Jean-Pierre Beauvais